



Poste de Leader de l'Opposition

Joanna Bérenger peut-elle encore rester en retrait ?

**Ranjiv Woochit :
« Je ne m'ingère jamais dans les affaires de la LGSC... »**



Le Journal du **Dimanche**



ÉDITORIAL

Un jeune de plus... et toujours les mêmes questions

DIMANCHE 17 AU SAMEDI 23 MAI 2026 | N° 1522 | EDITION NUMERIQUE

PROJET HÔTELIER À LE BOUCHON

Eco-Sud accusée de freiner emplois, investissements et relance économique

● Eco-Sud : « Nous nous en remettons à la décision du Tribunal »



Meurtre de Gino Bodha : entre émotion et colère, deux toxicomanes au cœur de l'enquête

● Les enquêteurs misent sur un interrogatoire crucial pour éclaircir le véritable Mobile



3e Journée

Cumbre Vieja intouchable, Gujadhur impérial, Danielson au sommet de son art





JOIN
our brand-new

MALL
EXPANSION!



**LIMITED SPACES
REMAINING**



**HIGH
CUSTOMER FLOW**



**UNITS AVAILABLE
IN DIFFERENT SIZES**

ACT FAST, SECURE YOUR SPOT TODAY!



460 5555



priyanka.jodun@apavougroup.com

ÉDITORIAL

Un jeune de plus... et toujours les mêmes questions

C'est avec une immense tristesse que le pays a appris la mort tragique du fils de l'ancien ministre Nando Bodha. Ce drame a profondément choqué la population et replongé tout le pays dans une réflexion douloureuse sur la montée de la violence et de la criminalité.

L'enquête policière se poursuit actuellement et deux personnes ont été arrêtées dans le sillage de cette affaire. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'un des suspects a reconnu les faits. La justice devra maintenant établir toute la vérité et faire son travail en toute indépendance.

Mais aujourd'hui, au-delà de l'enquête, c'est surtout une famille qui souffre. Une famille brisée par la perte d'un fils. Et face à une telle tragédie, il est important de garder une certaine humanité. Nous ne sommes pas là pour juger une victime, ses fréquentations ou son mode de vie. Une vie a été perdue dans des circonstances violentes, et cela doit interpeller toute la société.

Car la réalité est là : la violence prend de plus en plus de place dans le pays. Les agressions, les trafics de drogue, les règlements de comptes et les crimes violents deviennent des sujets presque quotidiens. Beaucoup de Mauriciens ont aujourd'hui le sentiment que certaines régions échappent progressivement au contrôle.

Et il faut avoir le courage de le dire : aujourd'hui, c'est le fils d'un ancien ministre. Demain, cela peut être le fils d'un voisin, d'un collègue ou de n'importe quelle famille mauricienne. Pendant longtemps, certains pensaient que ces drames ne concernaient que certains milieux ou certains quartiers. Mais la criminalité ne choisit plus. Elle frappe partout. Riches, pauvres, familles connues ou anonymes... personne n'est totalement à l'abri.

Bien sûr, l'État et la police ont une responsabilité importante. Les autorités doivent continuer à lutter fermement contre les réseaux de drogue, les criminels dangereux et toutes les formes de violence qui menacent la société. Mais il faut aussi reconnaître que la police ne peut pas être présente derrière chaque porte ou dans chaque rue à chaque minute.

Maurice ne veut pas devenir un État policier. La population ne souhaite pas vivre dans une société où tout le monde se sent constamment surveillé. Mais entre l'inaction et l'excès, il existe un équilibre qu'il faut rapidement trouver. Aujourd'hui, plusieurs quartiers sont déjà identifiés comme des zones sensibles où la criminalité, la drogue et les violences sont régulièrement signalées. Dans ces régions, il devient nécessaire de renforcer durablement la présence policière à travers des patrouilles plus fréquentes, des unités mobiles, la SMF et des opérations visibles capables de rassurer les habitants et de décourager les criminels habituels. Mais la réponse ne peut pas être uniquement sécuritaire.

La lutte contre la criminalité doit aussi commencer beaucoup plus tôt. Dans certaines écoles et collèges, des jeunes tombent déjà dans de mauvaises fréquentations, dans la drogue ou dans une spirale de violence dès l'adolescence. Beaucoup de familles découvrent le problème quand il est déjà trop tard. C'est pourquoi les parents ont également une responsabilité essentielle. Être parent aujourd'hui, ce n'est pas seulement offrir un téléphone, payer les études ou assurer un confort matériel. Il faut aussi écouter ses enfants, surveiller leurs fréquentations, comprendre leurs changements de comportement et être présent avant que d'autres influences ne prennent la place de la famille.

Le gouvernement devrait également travailler davantage avec les travailleurs sociaux, les écoles, les associations et les habitants des quartiers sensibles afin d'empêcher que certains jeunes soient livrés à eux-mêmes. Dans cette épreuve, la classe politique de tous bords est venue soutenir la famille Bodha. Ce geste montre qu'au-delà des divisions politiques, certaines douleurs touchent toute la nation.

Mais le plus important maintenant est d'éviter qu'un autre drame semblable ne frappe une nouvelle famille. « *Un pays commence à perdre son équilibre lorsque la peur et la violence deviennent normales dans la vie quotidienne.* » On doit réagir avec fermeté, intelligence et responsabilité. Parce qu'aucune famille ne devrait avoir à vivre une telle tragédie.

TRIBUNE

Chikungunya : le pays paie le prix du manque de civisme

Le signal d'alarme est désormais mondial. L'agence américaine Centers for Disease Control and Prevention a publié un avis sanitaire de niveau 2 concernant Maurice en raison de l'épidémie de chikungunya. Plus de 700 cas confirmés ont déjà été recensés et les autorités sanitaires internationales appellent désormais les voyageurs à prendre des précautions renforcées avant de se rendre dans l'île. Mais au-delà des chiffres et des rapports officiels, une réalité saute aux yeux : Maurice paie aujourd'hui le prix d'un grave manque de responsabilité collective. Le moustique ne tombe pas du ciel. Il prolifère dans les terrains abandonnés, les hautes herbes, les ravines mal entretenues, les déchets laissés à l'abandon et les eaux stagnantes. Or, partout dans le pays, les terrains en friche se multiplient. Beaucoup achètent des parcelles comme investissement, puis les oublient complètement pendant des années. Entre-temps, ces espaces deviennent de véritables foyers à moustiques, mettant en danger tout un voisinage.

Le plus frustrant, c'est que les autorités locales tentent malgré tout d'agir. Les municipalités et les District Councils envoient régulièrement des lettres aux propriétaires négligents. Les syndicats dans certaines résidences essaient eux aussi de faire pression pour que les terrains soient nettoyés. Mais trop souvent, certains propriétaires ignorent totalement ces avertissements. Et pendant ce temps, les habitants subissent.

Des familles vivent quotidiennement avec des invasions de moustiques parce qu'un terrain voisin est laissé à l'abandon. Des personnes âgées, des enfants et des malades deviennent les premières victimes de cette négligence. Pourtant, beaucoup continuent à croire que *"cela n'arrive qu'aux autres"*. C'est précisément cette mentalité qui pose problème. On entend souvent : *"Mo pa krwar pou gagn sa."* *"Sa pa pou ariv kot mwa."* *"Ena dimounn pli grav ki sa."*

On a souvent tendance à réagir seulement après la catastrophe. On attend qu'une proche tombe malade, qu'une région soit touchée ou qu'une alerte internationale soit lancée avant de prendre les choses au sérieux. Mais lorsqu'une maladie commence à circuler rapidement, il est parfois déjà trop tard.

Le chikungunya n'est pas une simple fièvre passagère. Les douleurs peuvent durer plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Certaines personnes gardent des séquelles importantes. Les nouveau-nés, les personnes âgées et ceux souffrant de diabète ou de maladies cardiaques sont particulièrement vulnérables.

Il faut aussi comprendre que cette crise dépasse le simple cadre sanitaire. La pays vit largement du tourisme. Lorsqu'un organisme international comme le CDC publie une alerte, cela affecte directement l'image du pays. Les visiteurs commencent à hésiter, les réservations peuvent ralentir et plusieurs secteurs économiques risquent d'en subir les conséquences. Mais avant même l'économie, c'est la santé publique qui doit primer.

L'État ne peut pas être partout à la fois. Oui, les autorités nettoient certaines ravines, organisent des campagnes de fumigation et multiplient les actions de prévention. Mais aucun gouvernement ne pourra surveiller chaque cour, chaque terrain et chaque propriété privée du pays.

La lutte contre les moustiques commence d'abord chez soi. Nettoyer son terrain, vider les eaux stagnantes, couper les herbes hautes et entretenir son environnement ne sont pas de simples recommandations. Ce sont désormais des responsabilités citoyennes.

Il devient aussi urgent que les autorités durcissent certaines mesures contre les propriétaires totalement négligents. Car lorsqu'un terrain abandonné devient un danger sanitaire pour tout un quartier, cela cesse d'être une affaire privée. Le rapport publié ne doit pas être pris à la légère. Ce n'est pas uniquement un avertissement destiné aux touristes étrangers. C'est surtout un rappel brutal adressé à toute la population. Le danger est réel. Et le réveil doit être immédiat.

Projet hôtelier à Le Bouchon : Eco-Sud accusée de freiner emplois, investissements et relance économique

● Devant le tribunal, plusieurs zones d'ombre émergent dans le dossier Eco-Sud

Depuis novembre 2024, le projet hôtelier à Le Bouchon, évalué à plus de Rs 7 milliards, est paralysé par un appel déposé devant le Tribunal de l'Environnement par l'ONG Eco-Sud. Alors que les promoteurs mettent en avant des milliers d'emplois potentiels, des investissements étrangers majeurs et une bouffée d'oxygène financière pour les 55 000 petits actionnaires du Sugar Investment Trust (SIT), de nombreux habitants du Sud dénoncent aujourd'hui ce qu'ils considèrent comme une stratégie de blocage du développement par l'ONG Eco Sud.

Cette semaine encore, l'affaire a été renvoyée au 20 mai prochain, alimentant davantage la frustration dans la région.

Un projet stratégique aujourd'hui à l'arrêt

La compagnie Le Bouchon Development Company Ltd, détenue à 100 % par une filiale du SIT, espérait lancer la construction d'un hôtel cinq étoiles de 200 chambres à Le Bouchon. Ce projet constitue la première phase d'un développement plus vaste de Smart City mené conjointement avec Curzon Holdings (Mauritius) Ltd. Mais depuis plusieurs mois, tout est gelé.



En novembre 2024, Eco-Sud a interjeté appel contre l'EIA Licence délivrée par le ministère de l'Environnement. Depuis, les audiences se succèdent devant le Tribunal de l'Environnement et les délais continuent de s'allonger. Pour les promoteurs comme pour une partie importante des habitants de la région, cette situation devient difficilement compréhensible. D'autant plus que l'hôtel ne sera pas construit directement sur la plage mais à près d'une centaine de mètres du littoral, sur des terrains privés appartenant à la SIT.

Dans la région, l'incompréhension se transforme en colère

A Le Bouchon et dans les villages avoisinants, beaucoup disent attendre depuis des années des projets capa-

bles de redynamiser l'économie locale. Le chômage, la précarité et les fléaux sociaux, notamment la drogue chez les jeunes, sont régulièrement évoqués par les habitants. Pour eux, ce projet représentait une occasion rare de relancer toute une région longtemps laissée en marge du développement touristique du pays.

Pascal L, un habitant de la région lance très remonté, « déza ban zeness la pe tombe dan la drogue, tou qualite zafer, syntetik tousala. La au moins zot ti pou gagne enn travail. Sa ban dimoun la pa koner kot sorti pe vin koz gran gran kozer. Nou pa finn trouv zot isi. Zot pa finn koz avek bann habitants. Zordi kan ena enn gran projet pou fer bouze nou région, zot pe vinn pou bloque li. Nou pa dakor. Nou habitan la region pe dir bizin al de lavan ek sa projet la. »

Idem pour le président du village, Cadress Valaydon. Interrogé, il affiche une position sans ambiguïté. Très en colère contre les blocages actuels, il estime que les habitants ne peuvent plus accepter que des projets de cette ampleur soient continuellement retardés.

Selon lui, le développement profiterait directement à l'ensemble des habitants de la région et permettrait de changer la situation socio-économique du village. « Tous les habitants vont en bénéficier. Nos villages seront gagnants. Le pays est déjà dans une situation compliquée,



on ne peut pas empêcher des projets qui peuvent bénéficier à 2000 ou 3000 personnes, des jeunes et des moins jeunes.

Il insiste sur l'urgence sociale et économique, notamment la nécessité de créer des emplois pour lutter contre les fléaux sociaux. « Le projet va permettre d'éviter certains fléaux. Les jeunes pourront avoir du boulot. Le projet aurait dû déjà être lancé depuis longtemps. »

Il affirme également que les habitants sont prêts à se mobiliser si nécessaire pour défendre le projet sur le terrain. « Il faut lancer ce projet cette année même. S'il faut une manifestation, on le fera. On ne peut pas continuer à bloquer ce projet. » Le président du village remet également en question la légitimité et les motivations de l'ONG Eco-Sud, qu'il accuse de bloquer des projets sans réelle connaissance du terrain.

« On ne sait pas d'où sort cette ONG. Ils n'ont jamais parlé aux habitants. Ils ne sont jamais venus dans le village. Ils viennent aujourd'hui pour capoter des projets. »

Une bouée de sauvetage pour la SIT

Au-delà du développement régional, le projet du Bouchon était aussi perçu comme crucial pour l'avenir financier de la SIT. Ces dernières années, la situation de l'organisme s'est fortement détériorée. Avec une dette estimée à Rs 1,6 milliard et après la fermeture du Waterpark, de nombreux petits actionnaires attendaient ce projet comme une véritable relance économique.



DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

L'investissement de plus de Rs 7 milliards devait permettre un apport massif de capitaux étrangers, la valorisation des terrains de la SIT et la création de nouvelles sources de revenus.

Eco-Sud confrontée à de nombreuses contradictions

Dans sa contestation, Eco-Sud invoque douze motifs, notamment l'absence alléguée d'une Strategic Environmental Assessment (SEA), les questions d'approvisionnement en eau, l'impact écologique, les effets sur les communautés locales ou encore les enjeux climatiques. Mais durant le contre-interrogatoire devant le Tribunal de l'Environnement, plusieurs déclarations du représentant d'Eco-Sud, Sébastien Sauvage, ont retenu l'attention.

Il a notamment reconnu qu'aucune tentative de dialogue n'avait été engagée avec le promoteur avant l'appel. Il a également admis qu'aucune autre ONG ni aucun citoyen n'avait contesté la licence EIA.

Autre élément qui suscite des interrogations : il a concédé ne posséder aucun diplôme universi-



taire ni accréditation reconnue dans le domaine des sciences environnementales, affirmant s'appuyer principalement sur son expérience associative.

Durant les débats, il a aussi reconnu ne pas avoir interrogé de pêcheurs de la région malgré les préoccupations sociales soulevées dans la procédure. Malgré cela, Eco-Sud maintient sa position : seule la révocation complète de la licence est acceptable.

Eco-Sud : « Nous attendons le dénouement du Tribunal »

L'ONG Eco-Sud a choisi de ne pas commenter publiquement le dossier à ce stade, en raison de la procédure judiciaire actuellement en cours. Sollicitée pour une réaction, l'organisation affirme ne souhaiter accorder ni interview ni déclaration tant que l'affaire demeure pendante devant la justice.

Eco-Sud précise que les prochaines audiences devant le Tribunal permettront d'aborder les différents points soulevés dans cette

affaire, notamment les accusations liées à un supposé manque de communication ainsi qu'aux allégations de blocage du développement dans la région.

L'ONG indique vouloir réserver sa position détaillée au cadre légal approprié afin d'éviter toute forme de « trial by press ». Elle affirme également qu'elle communiquera plus largement sur le dossier une fois que l'affaire aura davantage progressé devant le Tribunal.

Polémique à Tamarin : Percy Yip Tong dénonce un «écocide» et prépare une action en justice

Le dossier des aménagements du littoral à Tamarin connaît un nouveau rebondissement. L'activiste Percy Yip Tong affirme envisager une action en justice contre le ministre de l'Environnement Rajesh Bhagwan, estimant que certaines déclarations publiques auraient porté atteinte à sa réputation et à son intégrité.

Percy Yip Tong indique actuellement étudier des poursuites pour diffamation, après la publication récente d'un article relayant des propos attribués au ministre. Ce dernier avait affirmé qu'à aucun moment il n'avait été question d'interrompre les activités de l'activiste à Tamarin. Percy Yip Tong estime toutefois que certains éléments auraient été interprétés de manière inexacte, alimentant selon lui une polémique préjudiciable à son image.

Parallèlement, l'activiste évoque une seconde démarche judiciaire liée à ce qu'il qualifie d'« écocide » concernant l'état actuel de la baie de Tamarin et les différentes interventions réalisées sur le site ces derniers mois.

Dans cette optique, il affirme avoir mandaté un cabinet d'avocats afin de préparer les procédures nécessaires. Un affidavit devrait prochainement être finalisé afin d'y consigner sa version des faits. Percy Yip Tong soutient également disposer de plusieurs éléments visuels, notamment des photos et des vidéos, qu'il considère comme des preuves des



événements qu'il dénonce.

Le gouvernement renforce la surveillance du site

Au cœur des tensions figurent les travaux liés à l'érosion côtière ainsi qu'à la gestion du canal de Tamarin. Percy Yip Tong affirme que certaines décisions administratives auraient perturbé des travaux en cours et provoqué des contradictions dans les directives émises sur le terrain.

Il soutient également que le cours d'eau aurait été modifié à la suite de certaines interventions, une version qui demeure toutefois contestée par d'autres parties prenantes impliquées dans le dossier.

De son côté, le gouvernement annonce la mobilisation de consultants spé-

cialisés afin d'identifier des solutions durables au problème d'érosion affectant la plage publique de Tamarin. Les autorités estiment que la situation se serait aggravée après une intervention non autorisée réalisée en décembre 2025 à l'embouchure des rivières Tamarin et Rempart. Selon le gouvernement, cette opération aurait modifié le tracé naturel de l'embouchure en rapprochant le flux d'eau du littoral, accélérant ainsi l'érosion de la côte.

Pour rappel, cette région demeure particulièrement vulnérable en raison de l'absence de récif corallien protecteur, laissant le littoral directement exposé à l'action des vagues et aux mouvements des sédiments.

Depuis le 30 avril, plusieurs mesures temporaires ont déjà été entreprises. Des travaux de désensablement ont été



effectués afin de réorienter l'écoulement des eaux et limiter les impacts sur les zones les plus touchées. Des enrochements, accompagnés de géotextiles, ont aussi été installés sur environ 150 mètres de côte pour ralentir l'avancée de l'érosion. Des opérations d'élagage ont également été menées dans les environs immédiats du site.

Les autorités rappellent enfin que toute intervention sur le littoral sans autorisation préalable demeure strictement interdite. Un comité de suivi interinstitutionnel a par ailleurs été mis en place afin d'assurer une surveillance continue de l'évolution de la situation à Tamarin.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Poste de Leader de l'Opposition : Joanna Bérenger peut-elle encore rester en retrait ?

Alors que le Fron Militan Progresis peine encore à imposer une ligne politique claire depuis sa création, la pression monte autour de Joanna Bérenger et de la question du poste de leader de l'Opposition. Entre refus assumé, critiques grandissantes et soupçons de calculs politiques, l'héritière du clan Bérenger se retrouve désormais au centre de toutes les interrogations. Pendant ce temps, au MMM, les figures montantes avancent déjà à grande vitesse sur l'échiquier politique.

Sur les ondes d'une radio privée cette semaine, Joanna Bérenger n'a pas réellement fait mouche. Comme si le déclic attendu n'arrivait jamais... ou qu'il devenait difficile d'allumer un pétard mouillé. Officiellement, la raison avancée pour ne pas accepter le poste de leader de l'Opposition à savoir que cela donnerait de l'eau au moulin de ses adversaires peine à convaincre. Comment peut-elle refuser un poste qui lui permettrait justement de mettre en avant sa stratégie politique tout en dénonçant ce qu'elle-même et son père critiquent depuis qu'ils ont « *crossed the floor* » ?

Les observateurs politiques se disent d'ailleurs surpris par la teneur de certaines de ses interpellations sur la pension de vieillesse à 65 ans, le « *fair share contribution* » ou encore l'utilisation des pesticides. Dans plusieurs dossiers, Joanna Bérenger ne pourra pas oublier qu'elle-même et la bande au FMP ont voté le dernier Budget ainsi que les mesures qui y figurent. D'ailleurs, ils ont prudemment précisé qu'ils ne remettraient pas en cause l'extension de l'âge de la retraite.

Les critiques ? Elles viendront quand même

Serait-ce parce qu'elle refuse le poste de leader de l'Opposition que Joanna Bérenger échappera aux critiques de ses adversaires ? Certainement pas. D'ailleurs, Reza Uteem n'a pas hésité à annoncer la couleur. Dans un message publié sur Facebook, le président du MMM estime que Paul Bérenger aurait



dû devenir automatiquement leader de l'Opposition. Selon lui, le FMP dispose actuellement du plus grand nombre de députés au sein de l'opposition parlementaire, et ce choix constitutionnel devrait logiquement revenir au leader de cette formation.

Il va même plus loin en laissant entendre qu'un rapprochement politique entre le FMP et le Mouvement Socialiste Militant pourrait déjà être en préparation. Dans ce contexte, le FMP aurait préféré soutenir Joe Lesjongard, actuel président du MSM.

Selon Reza Uteem, le fait de ne pas revendiquer ce poste constitutionnel, malgré le poids numérique des parlementaires du FMP, pourrait traduire une volonté de ne pas fragiliser une éventuelle entente politique avec le MSM. Poussant son raisonnement encore plus loin, il estime qu'avec le « *deal papa-tifi* », Paul Bérenger ne veut surtout pas faire de l'ombre à sa fille.

Baboolall ne décolle pas

Sur l'échiquier politique, l'option consistant à mettre la « marionnette » Chetan Baboolall en avant ne semble pas gagner en momentum.

La politique reste un art où il faut faire monter la mayonnaise des idées et des convictions afin de fédérer autour de soi. Malgré toute la bonne volonté de ceux qui restent, il paraît difficile de voir le député du No 10, Bel-Air/Grande Rivière Sud-Est, émerger face à des figures comme Sushil Khushiram, Motee Ramdass ou encore Dr Satish Boolell.

D'ailleurs, il se montre très discret à l'Assemblée nationale, sans doute encore dans une phase d'apprentissage et de

rodage au sein du FMP.

Quelque chose a-t-il réellement changé ?

Clairement, le FMP peine à convaincre. D'abord parce qu'il tente de pêcher dans le même bassin électoral que le MMM, où la devise semble être : « *the winner takes it all* ».

Sur le plan ethno-politique, il faut reconnaître que des figures comme Patrick Assirvaden, Anabelle Savabaddy, Sydney Pierre ou encore Adrien Duval ne quittent pas d'un demi-pouce le terrain de leurs électors respectifs. Ce qui complique davantage la tâche du FMP.

Nous ne sommes plus dans les années 80 où les formations politiques étaient suivies aveuglément.

Il n'y a pas eu de tsunami dans l'opinion publique pour faire pencher la balance en faveur du camp Bérenger et du FMP. Au contraire, il y a surtout eu du doute, des critiques et beaucoup de confusion. À titre d'exemple, ni le nom du parti ni son symbole ne semblent réellement accrocher jusqu'ici. Un signe des difficultés évidentes auxquelles cette nouvelle formation fait face.

Reza Uteem : « Ne te cache pas derrière Baboolall »

C'est en substance le message lancé par Reza Uteem à l'héritière de la dynastie Bérenger. Face à cette situation, Joanna Bérenger pourrait n'avoir d'autre choix que d'assumer le poste de leader de l'Opposition afin de jouer un rôle de premier plan dans l'avenir politique du pays. Pourtant, elle a clairement refusé d'endosser cette responsabilité.

Elle a publiquement affirmé ne nourrir

ni envie personnelle ni ambition particulière pour le leadership de l'Opposition ou du MMM. Une explication qui paraît difficile à croire, même pour un enfant de l'école primaire.

Un épisode n'est d'ailleurs pas passé inaperçu. Juste après l'expulsion de Franco Quirin, la fille de Paul Bérenger avait été propulsée au poste de vice-présidente du MMM dans un silence presque religieux. Pour une personne affirmant ne pas avoir ce genre d'ambition, elle aurait très bien pu refuser. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait alors ? Et pourquoi devrait-elle refuser aujourd'hui ?

Baboolall soutenu, mais sans élan

Elle affirme certes vouloir privilégier les convictions aux titres, mettant en avant un engagement guidé par des principes plutôt que par la recherche de fonctions. D'où sa décision de soutenir d'autres profils qu'elle juge compétents, comme Chetan Baboolall, estimant qu'il est « *pleinement disposé et prêt à assumer le rôle* » si nécessaire, tout en essayant d'éviter soigneusement l'étiquette dynastique dont elle souhaite se débarrasser.

Malgré la pression de ses proches pour occuper ce rôle, Paul Bérenger avait déjà indiqué, fin avril 2026, ne pas souhaiter devenir leader de l'Opposition, préférant se concentrer sur la mise en place des structures de son nouveau parti.

Cette semaine encore, interrogé plus précisément sur les propos de Reza Uteem et les allusions à une éventuelle alliance avec le MSM, Paul Bérenger a sèchement répondu : « *Mo pena nanye pou dir lor Reza Uteem. Mo pena okenn komanter pou fer lor seki linn dir. Mo pa akord okenn linportans Reza Uteem.* »

Ranjiv Woochit : « Je ne m'ingère jamais dans les affaires de la LGSC... »

Entre accusations d'ingérence, réforme annoncée du Local Government Act et inquiétudes liées à la flambée des prix, le ministre des Collectivités locales, Ranjiv Woochit, monte au créneau. Dans cet entretien, il défend la position de son ministère face aux critiques entourant la Local Government Service Commission (LGSC), affirme respecter l'indépendance des institutions et assure que le gouvernement ne touchera pas aux droits civiques des citoyens.

■ **Votre collègue députée, Anabelle Savabaddy, a vivement critiqué au Parlement le recrutement dans les collectivités locales et réclame un nouvel exercice. Que lui répondez-vous ?**

Je dois mettre cela très au clair : je ne m'ingère jamais dans les affaires de la Local Government Service Commission (LGSC) et je n'ai rien à voir avec les derniers recrutements. La LGSC est une institution indépendante et, tant que je serai ministre des Collectivités locales, cela restera ainsi.

Je précise que les derniers recrutements ont été effectués dans la transparence, contrairement à ceux réalisés avant les élections de novembre 2024. La Cour suprême a d'ailleurs jugé que ces recrutements étaient illégaux.

J'ai également indiqué qu'un système d'e-recrutement sera bientôt mis en place. La députée m'a demandé d'annuler le dernier exercice de recrutement, mais même la Speaker a rappelé qu'il existe un cadre légal à respecter et qu'en tant que ministre, je ne suis pas responsable des recrutements.

■ **À huit mois des élections villageoises prévues en décembre, confirmez-vous le maintien de ce scrutin ou toutes les options restent-elles encore ouvertes ?**

Les dernières élections villageoises ont eu lieu en 2020 et le mandat actuel arrive effectivement à son terme cette année. Dès mon arrivée au ministère, j'ai estimé qu'il ne suffisait pas simplement d'organiser de nouvelles élections, mais qu'il fallait surtout repenser en profon-

« La politique exige constance, cohérence et esprit de rassemblement. Les Mauriciens le voient avec lucidité. »

deur notre système de gouvernance locale.

C'est dans cette optique qu'un important travail de réforme du Local Government Act a été engagé, avec un comité interministériel déjà bien avancé dans ses consultations. Mon souhait personnel est clair : moderniser nos structures avant de retourner aux urnes, afin que les prochaines élections se déroulent dans un cadre plus moderne, plus efficace et plus juste.

Oui, des élections auront lieu. Mais si nous avons l'opportunité de les inscrire dans une réforme historique qui renforcera durablement nos collectivités locales, alors il est de notre devoir de saisir cette occasion dans l'intérêt du pays.

« Nous ne fuyons pas nos responsabilités, nous construisons l'avenir. »

■ **Des citoyens estiment que les élections villageoises ont trop souvent été repoussées. Pouvez-vous garantir aujourd'hui un calendrier clair et définitif pour rassurer l'électorat ?**

Il faut d'abord être juste avec les faits : les élections villageoises se sont bien tenues en 2020. Ce sont surtout les municipales qui, dans le passé, ont été reportées à plusieurs reprises. Aujourd'hui, notre responsabilité est de faire les choses correctement.

Nous ne voulons pas simplement répéter l'ancien système sans réflexion. Nous travaillons sur une réforme qui pourrait redéfinir en profondeur le fonctionnement de nos collectivités locales. Tout dépendra donc de l'aboutissement de cette réforme.



Ce que je peux assurer, c'est qu'il n'y a aucune volonté de priver les citoyens de leur droit démocratique. Bien au contraire, nous voulons leur offrir un système plus solide, plus cohérent et davantage adapté à l'avenir.

« Les résultats durables prennent du temps, mais ce sont ceux qui transforment réellement un pays. »

■ **Vous avez évoqué la modernisation des collectivités locales. Cette réforme passera-t-elle par une redéfinition des pouvoirs des conseils de villages et des municipalités ?**

Oui. Je suis personnellement favorable à davantage d'autonomie pour les collectivités locales, car je connais leur réalité de l'intérieur. J'ai été conseiller de village, président de conseil de district, et je sais parfaitement où

se trouvent les limites du système actuel. Nous réfléchissons sérieusement à une réforme capable de moderniser les structures existantes, y compris la possibilité de convertir progressivement certains conseils de district en véritables mairies, avec davantage de pouvoirs, une gouvernance renforcée et une responsabilité accrue. Pourquoi maintenir deux réalités administratives différentes entre villes et villages, alors que chaque citoyen mérite une égalité de services ? Notre objectif est simple : donner plus de pouvoir, plus d'autonomie et plus d'efficacité aux collectivités locales.

■ **Le projet de municipalisation des villages refait surface. S'agit-il d'une réelle volonté politique ou d'un ballon d'essai avant les prochaines échéances électorales ?**

Ce débat existe bel et bien, y compris au sein des instances de réflexion gouvernementales. Mais il ne s'agit pas d'un simple exercice politique. Il s'agit d'une réflexion de fond : comment mettre les villages et les villes sur un pied d'égalité ? Comment assurer à chaque citoyen les mêmes standards de développement, de services et d'infrastructures ?

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

L'idée de convertir certains conseils de district en mairies avec une structure modernisée mérite d'être étudiée sérieusement. Rien ne sera fait à la légère, mais il serait irresponsable de ne pas envisager des réformes ambitieuses pour préparer Maurice de demain.

■ **Dans un contexte où le gouvernement veut afficher une nouvelle dynamique, les élections villageoises seront-elles un premier véritable test populaire pour l'alliance au pouvoir ?**

Traditionnellement, les élections villageoises ne sont pas organisées selon la même logique partisane que les élections générales ou municipales. Il serait donc prématuré d'en faire une lecture strictement politique.

Notre priorité n'est pas de chercher un « test », mais de travailler. Si demain une réforme mène vers une nouvelle formule avec davantage de municipalisation, alors naturellement le paysage évoluera. Mais pour l'heure, notre responsabilité est de construire, de moderniser et de servir.



Lorsqu'un leader prend certaines décisions, il est légitime de constater les réalités politiques qui en découlent. Je note, par exemple, que sur 18 proches collaborateurs, 15 ne l'ont pas suivi. Cela soulève naturellement des questions politiques. Oui, sa fille Joanna Bérenger a fait son choix, tout comme Chetan Baboolall, mais au-delà de cela, chacun peut observer qu'une large majorité de ses anciens proches ont pris d'autres directions.

■ **L'opposition tente de se restructurer autour de nouvelles figures. Le gouvernement redoute-t-il une montée en puissance d'un front uni face à la majorité ?**

Nous respectons la démocratie et chacun est libre de se restructurer. Mais pour nous, la priorité n'est pas de regarder l'opposition ; elle est de travailler pour le pays. Le gouvernement actuel a hérité d'une situation complexe, marquée par de sérieux défis économiques, des institutions à renforcer et des failles légales à corriger. Aujourd'hui, nous durcissons les lois, nous corrigeons les « loopholes » qui ont trop longtemps permis à certains de détourner l'argent public, et nous avons

« Pourquoi maintenir deux réalités administratives différentes entre villes et villages alors que chaque citoyen mérite une égalité de services ? »

renforcé l'arsenal contre le blanchiment d'argent avec l'Anti-Money Laundering Act. D'autres réformes, comme le certificat de moralité, viendront également renforcer davantage la transparence. Notre priorité est claire : assainir, protéger et reconstruire.

■ **L'opposition affirme que le gouvernement multiplie les annonces sans résultats concrets. Que répondez-vous à ceux qui parlent d'un essoufflement du pouvoir ?**

Faux. Gouverner, ce n'est pas imprimer de l'argent comme cela a pu être fait dans le passé pour donner une illusion temporaire de bien-être, au risque de fragiliser durablement l'économie. Nous avons vu où certaines pratiques ont conduit : déséquilibres, perte de crédibilité et préoccupations internationales, y compris la dégradation de la perception économique du pays.

Aujourd'hui, nous faisons l'inverse : nous consolidons les bases. Nous protégeons les plus démunis à travers des allocations sociales, nous avons maintenu des mesures de soutien, nous investissons dans l'accès au numérique avec l'internet gratuit, nous renforçons les lois contre la corruption et le blanchiment, et nous fermons progressivement les portes qui permettaient autrefois l'abus des fonds publics.

■ **Avec la récente hausse de l'électricité, du carburant et du prix du pain, craignez-vous que la colère**

populaire ne se transforme en vote sanction lors des prochaines consultations populaires ?

Je comprends parfaitement la frustration de la population. Mais il faut aussi parler avec vérité. Maurice importe presque tout : carburant, matières premières, nourriture, légumes, équipements. Lorsque le fret international explose, lorsque les guerres, les conflits géopolitiques et les crises mondiales perturbent les marchés, notre économie subit inévitablement ces conséquences.

Nous ne pouvons pas contrôler les guerres internationales ni les marchés mondiaux. Ce que nous pouvons faire, c'est protéger au maximum notre population, en particulier les plus vulnérables, tout en évitant les erreurs du passé fondées sur un endettement excessif ou une impression monétaire irresponsable.

■ **Face à l'inflation et à la flambée du coût de la vie, le gouvernement n'est-il pas en train de perdre le contact avec les réalités quotidiennes de la population ?**

Absolument pas. Nous sommes sur le terrain chaque jour. Nous entendons la colère, mais nous entendons aussi l'espoir et la compréhension. Les Mauriciens savent que beaucoup des difficultés actuelles trouvent leurs racines dans un contexte international extrêmement dur, mais aussi dans certaines fragilités héritées du passé.

Notre devoir n'est pas de chercher des excuses, mais d'agir. Nous protégeons les plus modestes, nous renforçons les institutions, nous corrigeons les failles du système, nous durcissons les lois pour empêcher le pillage des ressources publiques, et nous préparons une économie plus saine. Oui, la période est difficile. Mais Maurice a déjà traversé des épreuves. Avec rigueur, honnêteté et réformes courageuses, nous pouvons redresser le pays.

« Oui, les élections auront lieu, mais dans un cadre plus moderne et plus juste. »

■ **Paul Bérenger demeure une figure marquante de la politique mauricienne. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur son rôle au sein de l'opposition ?**

Paul Bérenger a incontestablement marqué l'histoire politique du pays. Cela mérite reconnaissance. Mais chacun est aussi jugé sur ses choix.

MMM : Ajay Guinness coupe court aux rumeurs autour de Franco Quirin

Le comité central du MMM s'est réuni hier au Plaza à Rose Hill. À l'issue de cette réunion, Ajay Guinness et Rajesh Bhagwan ont tenu à clarifier la position du parti concernant les rumeurs entourant Franco Quirin ainsi que la situation à la mairie après la démission de Daniela Bâtour.

Face aux nombreuses spéculations circulant ces derniers jours, Ajay Guinness a affirmé qu'il n'est nullement question pour Franco Quirin de rejoindre le MMM dans l'objectif d'obtenir un por-

tefeuille ministériel.

Il a insisté sur le fait que le parti demeure pleinement satisfait du travail accompli par Deven Nagalingum au sein du gouvernement en tant que ministre des Sports. « *Nou très satisfait travay Deven Nagalingum* », a-t-il déclaré, rejetant ainsi les rumeurs évoquant un éventuel remplacement ou un réaménagement politique lié à l'arrivée de Franco Quirin. Rajesh Bhagwan a également abondé dans le même sens, dénonçant « *beaucoup de spéculations qui ne sont pas*

vraies » et réaffirmant la solidarité du parti envers Deven Nagalingum, actuellement ministre des Sports.

■ **La succession de Daniela Bâtour bientôt discutée**

Interrogé sur la situation à la municipalité après la démission de Daniela Bâtour en tant que mairesse, Ajay Guinness a indiqué que la question de son remplacement sera discutée avec le Premier ministre dans les prochains jours. Parmi les noms évoqués pour assurer



la succession figure celui de Toussaint André. Ce dernier a affirmé rester à la disposition du parti : « *Ce ki parti décide, mo là* », a-t-il déclaré.

Méritocratie dans le recrutement public

: « Il faut secouer la baraque »

Dans un entretien accordé à L'Express le 4 mai 2004, l'ancien Senior Puisne Judge Bernard Sik Yuen affirmait qu'il « faut secouer la baraque » pour expliquer sa confrontation avec le chef juge de l'époque, Ariranga Pillay. Il déclarait alors : « Bien sûr que ce n'est pas l'idéal ! Mais quand il faut prendre une décision, il faut la prendre. Quitte à secouer la baraque. »

Le destin veut que Bernard Sik Yuen devienne par la suite chef juge du pays et qu'une législation actuellement à l'ordre du jour, le Constitutional Review Commission Bill, soit introduite en première lecture à l'Assemblée nationale afin qu'il en devienne le président. Ce détour est nécessaire pour mieux situer l'action de la députée Anabelle Savabaddy au Parlement mardi dernier concernant les derniers recrutements au sein des collectivités locales.

La députée du No 4 s'est montrée tenace dans une démarche qui met en lumière un problème de fond. Il est grand temps que les élus cessent de faire croire qu'ils peuvent intervenir au sein des organismes publics pour caser leurs protégés. Cette pratique alimente le clientélisme politique, avec de longues files d'attente devant les résidences des élus ou les bureaux des Citizen Advice Bureaux (CAB). Lorsqu'un élu tente d'influencer une décision liée à un emploi, il le fait au détriment d'une centaine, voire d'un millier d'autres candidats.

« Seulement 3 sur 123 »

Mardi dernier, la députée Anabelle Savabaddy a relancé la controverse autour des récents recrutements effectués par la Local Government Service Commission (LGSC), dénonçant une absence de



meritocratie et réclamant des mesures correctives immédiates. Pourtant, cette méritocratie figurait parmi les principales promesses électorales.

Lors de plusieurs interventions parlementaires adressées au Premier ministre et au ministre des Collectivités locales, Ranjiv Woochit, Mme Savabaddy a exprimé son profond mécontentement et demandé l'annulation des exercices de recrutement qu'elle estime entachés d'influences extérieures et d'irrégularités. Elle a notamment mis en avant un chiffre symbolique « seulement 3 sur 123 » dans une collectivité locale pour illustrer, selon elle, un déséquilibre de représentation et un possible manquement aux principes de non-discrimination.

Face à ces accusations, le ministre Ranjiv Woochit a rappelé l'indépendance de la LGSC et affirmé que ni lui ni son ministère n'ont le pouvoir d'interférer dans les décisions de la Commission, laquelle opère sous l'égide du bureau du Premier ministre.

Le ministre a souligné qu'après les manquements constatés lors d'un précédent recrutement sous l'ancien gouvernement, une enquête avait été menée et que certains recrutements antérieurs avaient été jugés potentiellement illégaux. Il a rappelé que 1 463 personnes embauchées temporairement avaient vu leurs contrats arriver à terme le 15 juin 2025, même si certaines

ont obtenu le droit de conserver leur emploi en attendant la décision finale de la Cour suprême.

Le jugement rendu le 23 janvier 2026 ainsi que le lancement du Termination Process le 26 janvier 2026 ont précédé une nouvelle procédure de recrutement conduite par une LGSC reconstituée, au cours de laquelle, selon le ministre, les procédures établies ont été respectées. Il a également précisé que le président de la Commission avait soumis sa démission à la suite des événements antérieurs.

« Où la méritocratie primera ? »

La polémique soulève toutefois des interrogations persistantes sur la transparence et l'équité des recrutements. Anabelle Savabaddy a demandé non seulement l'annulation des récents exercices et le lancement d'un nouvel appel à candidatures « où la méritocratie primera », mais aussi un renforcement du rôle et des pouvoirs de l'Equal Opportunities Commission afin d'assurer des délais plus courts et une plus grande efficacité dans le traitement des plaintes.

« Justice delayed is justice denied », a-t-elle rappelé, dénonçant des délais pouvant atteindre six mois avant qu'un plaignant soit convoqué par cette commission.

Le virage numérique pour plus de transparence

Le gouvernement a présenté une série de mesures et de réformes destinées, selon le Dr Navin Ramgoolam, à prévenir de futurs abus et à renforcer la transparence. Le Premier ministre a insisté sur l'importance des schémas de service définissant les qualifications et compétences requises pour chaque poste, sur l'utilisation d'entretiens structurés et, à l'avenir, sur le déploiement d'un système d'e-recruitment capable d'automatiser le dépôt et le

filtrage des candidatures.

La Public Service Commission et la Disciplined Forces Service Commission travaillent également sur des systèmes électroniques de recrutement, tandis que la LGSC prépare l'introduction de son propre système d'e-recruitment. Selon les autorités, ces outils devraient permettre de réduire les risques de manipulation et d'accroître la traçabilité des processus.

Sur le plan législatif et institutionnel, la Law Reform Commission a soumis un document de réflexion intitulé Strengthening the Powers of the Equal Opportunities Commission, proposant notamment d'élargir la définition du terme « statut » au sens de la loi, d'améliorer la coordination entre les institutions et d'accorder des pouvoirs d'exécution renforcés à la Commission à travers un projet d'amendement.

Des consultations sont actuellement en cours pour finaliser ces mesures. Parallèlement, le Public Bodies Appeal Tribunal demeure une instance de recours pour les agents publics estimant avoir été lésés par des décisions de la Public Service Commission ou de la LGSC.

L'indépendance comme prétexte ?

La confrontation entre l'affirmation d'indépendance des autorités de recrutement et les revendications en faveur d'une plus grande responsabilisation illustre la tension centrale de ce dossier : comment garantir l'autonomie des commissions tout en assurant des recrutements transparents, équitables et réellement fondés sur le mérite ?

Pour Anabelle Savabaddy, l'indépendance ne doit pas servir de prétexte pour laisser perdurer des pratiques qui compromettent la représentativité et la justice sociale. Pour le gouvernement, les réformes en cours e-recruitment, clarification des critères de sélection et renforcement du cadre législatif constituent la réponse à ces enjeux.

En attendant la mise en place effective des systèmes électroniques et l'adoption éventuelle d'amendements visant à renforcer l'Equal Opportunities Commission, la députée Savabaddy maintient la pression en plaidant pour l'annulation des recrutements contestés et pour des actions immédiates afin de garantir que la méritocratie prime dans la fonction publique locale.



DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

PMQT : débats autour des écoutes téléphoniques, du « Money Printing » et de Joanna Bérenger

La prochaine séance de Prime Minister's Question Time (PMQT) s'annonce particulièrement électrique à l'Assemblée nationale. Pas moins de 27 interpellations seront adressées au Premier ministre, avec plusieurs dossiers sensibles mêlant sécurité, finances publiques, gouvernance, prisons, surveillance maritime et entreprises d'État.



Le député Adrien Duval ouvrira la séance en interrogeant le Premier ministre sur l'utilisation des écoutes téléphoniques dans la lutte contre la criminalité. Il cherchera à savoir si ces pratiques sont actuellement utilisées dans un cadre opérationnel et si le gouvernement envisage l'introduction d'une législation spécifique afin d'encadrer leur utilisation.

Banque de Maurice : le « money printing » au centre des débats

Le député Raviraj Beehook interpellera le gouvernement sur la politique monétaire menée entre 2019 et 2024, notamment concernant le volume de monnaie imprimée et transférée à l'État par la Banque de Maurice. Il demandera également des précisions sur les conséquences économiques de ces opérations, dans un contexte où les questions liées à l'inflation, au coût de la vie et à la stabilité monétaire demeurent particulièrement sensibles.

Joanna Bérenger : missions officielles et dépenses sous examen

Le député Arvin Babajee questionnera le Premier ministre sur les missions officielles effectuées à l'étranger par l'ancienne Junior Minister de l'Environnement, Joanna Bérenger. Il réclamera des détails sur les pays visités, les objectifs des déplacements, la durée des mis-



sions, la composition des délégations officielles ainsi que le coût total supporté par l'État, incluant billets d'avion, hébergement et per diem.

GRA : Veeshal Chumroo au cœur des interrogations

Le député Franco Quirin interpellera également le Premier ministre au sujet de la Gambling Regulatory Authority et de la démission de son ancien président, Veeshal Chumroo.

Il demandera des éclaircissements sur les circonstances de son départ, l'existence éventuelle de procédures disciplinaires ainsi que sur d'éventuelles indemnités ou compensations financières.

Décès en détention : plusieurs députés réclament des explications

La députée Dr Daureeawo interpellera le Premier ministre sur les décès survenus en garde à vue et en prison depuis novembre 2024, ainsi que sur l'état des enquêtes en cours. La députée Anabelle Savabaddy soulèvera également la question des décès en détention en demandant des précisions sur plusieurs cas récents, les éventuelles suspicions de foul play et les suites judiciaires engagées.

Un cas précis survenu à la prison cen-

trale de Beau-Bassin en mai 2026 sera notamment évoqué, avec des questions portant sur les circonstances du décès et la gestion des preuves.

Drogue, police et sécurité maritime également au programme



Le député Chetan Baboolall interrogera le Premier ministre sur la situation du poste de police de Bel Air, notamment les effectifs disponibles, les véhicules en service, la population couverte ainsi que les demandes d'assistance restées sans réponse depuis novembre 2025. Le député Jhummun questionnera le gouvernement sur les cas de policiers impliqués dans des affaires de drogue depuis 2014, en demandant des détails sur leur statut judiciaire, les condamnations prononcées et l'évolution des enquêtes.



De son côté, Arvin Babajee interpellera également le Premier ministre sur la surveillance du domaine maritime national, les stations de la National Coast Guard, leurs effectifs ainsi que les moyens technologiques et aériens disponibles pour assurer la sécurité des côtes mauriciennes. Une autre question portera sur la sécurité à la plage de St Félix, à la suite d'un incident récent. Le député demandera quelles mesures ont été mises en place afin de renforcer la sécurité des usagers.

Air Mauritius et investissements étrangers sous surveillance

Le député Chetan Baboolall interrogera également le Premier ministre sur la situation financière de Air Mauritius et sur les mesures envisagées pour assurer le redressement de la compagnie nationale. D'autres questions porteront sur les avions vendus, achetés ou loués entre 2014 et 2024, avec des précisions attendues sur les coûts, la durée d'exploitation et les conditions d'utilisation des appareils.

Enfin, le Dr Farhad Aumeer demandera des détails sur les investissements directs étrangers (FDI) enregistrés depuis 2023.

Il abordera aussi la question des collectes de fonds publics, en réclamant des informations sur les autorisations accordées aux ONG et aux particuliers, ainsi que sur les refus enregistrés par les autorités.

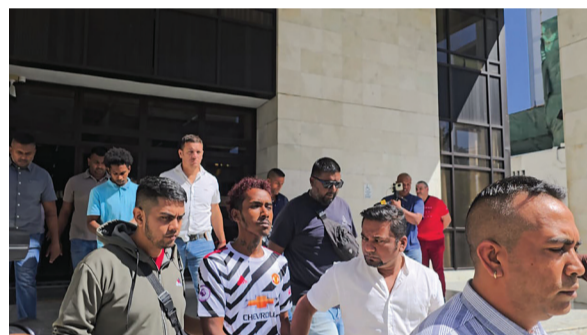


DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Meurtre de Gino Bodha : entre émotion et colère, deux toxicomanes au cœur de l'enquête

● Les enquêteurs misent sur un interrogatoire crucial pour éclaircir le véritable mobile

Le meurtre brutal de Gino Ronnie Bodha, fils de l'ancien ministre Nando Bodha, a provoqué une vive émotion à travers le pays. Deux jeunes hommes de 21 ans, soupçonnés d'être des toxicomanes, ont été arrêtés dans cette affaire qui relance les inquiétudes autour de la criminalité et du maintien de l'ordre.



L'enquête sur la disparition de Gino Ronnie Bodha a connu un tournant dramatique vendredi avec les aveux du principal suspect arrêté par la police. Jean Mael Olivier Rose, 21 ans, a reconnu devant les enquêteurs avoir étranglé le fils de l'ancien ministre avant d'abandonner son corps à La Nicolière avec l'aide présumée d'un complice. Cette affaire, qui a profondément choqué l'opinion publique, a mobilisé plusieurs unités policières, notamment la CID de Goodlands ainsi que la Divisional Crime Intelligence Unit (DCIU) du Nord.

Signalé disparu vendredi matin

Gino Ronnie Bodha, âgé de 44 ans et employé comme designer au sein de l'entreprise Ambrex Company, avait été signalé disparu vendredi matin par sa mère. Une déposition avait alors été enregistrée au poste de police de Grand-Gaube après que ses proches eurent perdu tout contact avec lui. Sa voiture était également introuvable.

Peu après, les policiers placés sous la supervision du sergent Gooljar ont repéré le véhicule circulant dans la région de Grand-Gaube. À bord se trouvait Jean Mael Olivier Rose, habitant de la localité. Interrogé par les enquêteurs de la CID de Goodlands, le jeune homme aurait rapidement craqué lors de son interrogatoire.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il aurait admis avoir étranglé Gino Bodha à l'aide d'une corde à la suite d'une dispute. Il aurait également impliqué un second suspect, Louis Ismael Miguel Larhubarbe, âgé lui aussi de 21 ans et habitant Grand-Gaube. Les deux hommes auraient ensuite transporté le corps avant de l'abandonner dans une région isolée de La Nicolière. Le corps retrouvé dissimulé sous des

plantes

À la suite des aveux du principal suspect, les enquêteurs de la CID et de la DCIU Northern se sont rendus à La Nicolière afin de vérifier les indications fournies. Le corps sans vie de Gino Ronnie Bodha a finalement été retrouvé dissimulé sous des plantes. Le lieu a immédiatement été sécurisé par les policiers ainsi que les techniciens du Scene of Crime Office. Le corps a ensuite été transporté à la morgue pour les besoins de l'autopsie.

Les examens pratiqués par le Dr Gungadin, Chief Police Medical Officer, et le Dr Seewooruttun ont attribué le décès à une « *ligature strangulation* », soit une strangulation provoquée par un lien serré autour du cou.

Deux suspects maintenus en détention

À l'issue des premières investigations, les deux jeunes hommes ont été placés en détention sur ordre du Detective Assistant Superintendent Buchoo.

Les enquêteurs tentent désormais de déterminer le mobile exact derrière ce crime. Plusieurs zones d'ombre subsistent encore, notamment sur les circonstances ayant conduit à la rencontre entre la victime et les suspects ainsi que sur le déroulement précis des événements avant le meurtre. La police soupçonne le principal suspect d'être un toxicomane.



DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026



Les interrogatoires devraient se poursuivre dans les prochaines heures afin de reconstituer l'intégralité de la chronologie des faits. Les deux suspects ont comparu devant la Weekend Court ce samedi 16 mai avant d'être reconduits en cellule.

provoqué une onde de choc à travers le pays, d'autant plus que la victime était le fils d'une personnalité politique connue. Vendredi soir déjà, de nombreux messages de soutien et de sympathie circulaient à l'intention de la famille Bodha.

Nando Bodha : « C'est terrible de perdre un enfant »

Profondément bouleversé, Nando Bodha a confié toute sa douleur après la mort tragique de son fils. Décrivant Gino Ronnie Bodha comme « un enfant doux et un grand artiste », l'ancien ministre a évoqué une souffrance immense face à cette disparition survenue dans des circonstances particulièrement dramatiques.

Le ministre Anil Bachoo a exprimé sa profonde tristesse face à ce drame. Il a rappelé les liens d'amitié qui l'unissaient à Nando Bodha et affirmé que perdre un enfant dans de telles circonstances représentait une douleur indescriptible.

Une vague d'émotion et de solidarité à travers le pays

Le décès tragique de Gino Bodha a

Le leader du PMSD, Xavier-Luc Duval, a également réagi en appelant à une réflexion nationale sur la sécurité publique. Selon lui, ce drame doit pousser la société à s'interroger sur les moyens de renforcer la sécurité et de restaurer un climat de confiance. L'ancien président de la République, Prithvirajsing Roopun, a pour sa part

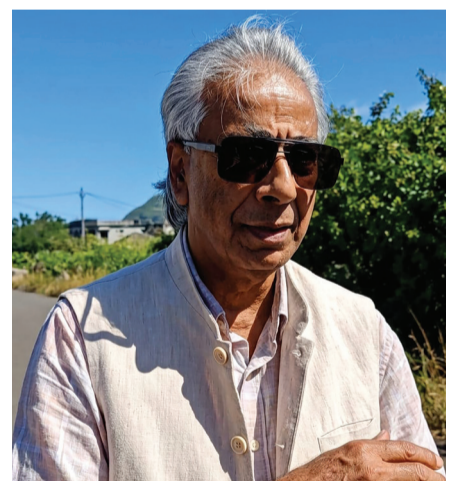


Émouvantes funérailles à Solférino

Les funérailles de Gino Ronnie Bodha se sont déroulées hier à Vacoas dans une atmosphère particulièrement lourde d'émotion. Le domicile familial situé à Solférino No. 5 a accueilli tout au long de la journée un important flux de proches, amis et personnalités venus rendre un dernier hommage au défunt.

La classe politique, toutes tendances confondues, s'est mobilisée pour soutenir la famille endeuillée. Parmi les personnalités présentes figuraient notamment Cassam Uteem, Arvin Boolell, Stéphanie Anquetil, Joanna Bérenger ainsi que plusieurs autres figures publiques. Le cortège funèbre a quitté Solférino aux alentours de 14h30 en direction du cimetière de Trois-Mamelles, où l'inhumation a eu lieu dans une profonde émotion

déclaré qu'« aucun parent ne devrait vivre cela », exprimant son soutien à la famille endeuillée. Le Président de la République, Dharam Gokhool, s'est également rendu auprès de la famille Bodha afin de présenter personnellement ses condoléances. Il a souligné que « cela aurait pu arriver à n'importe quelle famille ».



DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Ally Royals dans la tourmente : La FCC accentue ses investigations dans une affaire de trafic d'influence

L'influenceur Ally Moortooza Boolaky, plus connu sous le nom d'« Ally Royals », fait actuellement l'objet d'une enquête menée par la Financial Crimes Commission (FCC) pour des soupçons de trafic d'influence. Les investigations portent sur de possibles interventions auprès d'institutions publiques et parapubliques, à partir d'éléments extraits de téléphones saisis dans une affaire connexe impliquant l'homme d'affaires Josian Deelawon, déjà poursuivi pour des soupçons de blanchiment d'argent.

Des échanges numériques au cœur des investigations

Selon les premiers éléments analysés par les enquêteurs, plusieurs communications électroniques laisseraient entrevoir des demandes d'interventions administratives concernant notamment le Central Electricity Board (CEB) et Air Mauritius. Les autorités cherchent à déterminer si ces démarches auraient été facilitées grâce à certains



contacts ou réseaux d'influence, et si elles auraient donné lieu à des contreparties financières.

Une transaction d'environ Rs 75 000 liée à une demande de raccordement électrique figure notamment parmi les

éléments examinés. Une autre piste concernerait une éventuelle intervention liée à une promotion professionnelle au sein de la compagnie nationale d'aviation.

L'enquête vise également à clarifier la

nature des relations entre plusieurs protagonistes cités dans le dossier, dont certaines figures issues de l'ancien entourage politique et administratif. Les enquêteurs cherchent à établir l'étendue du réseau d'influence présumé ainsi que son mode de fonctionnement dans l'obtention de certains avantages. Interrogé par les enquêteurs, Ally Royals nie toute implication dans des faits de corruption ou de trafic d'influence. Il affirme n'avoir jamais sollicité de pots-de-vin et rejette toute activité illégale, évoquant de son côté une interprétation politique de son interpellation.

Traduit devant la justice après son arrestation, il n'a pas obtenu la remise en liberté sous caution. La FCC s'est formellement opposée à sa libération, invoquant des risques importants d'interférence avec des témoins ainsi que de « *tampering with evidence* ». Son avocat, Me Roopun, a indiqué qu'une motion de remise en liberté sous caution sera débattue le 19 mai devant la justice.

Un autre suspect arrêté

Par ailleurs, dans le cadre de cette même affaire, Bobysen Ramasawmy, habitant de Flic-en-Flac âgé de 44 ans, a été arrêté vendredi soir par la FCC. Il est soupçonné d'avoir tenté de prévenir Ally Royals d'une éventuelle interpellation par les enquêteurs. Selon la FCC, il pourrait s'agir d'un cas d'entrave à l'enquête en cours visant l'influenceur.

Racket allégué : un sergent et une constable en détention, trois autres policiers ciblés par la FCC

L'enquête menée par la Financial Crimes Commission (FCC) sur de présumés faits de racket et au sein de la Major Crime Investigation Team (MCIT) a connu une importante évolution vendredi soir avec la détention de deux membres des forces de l'ordre.

Le sergent de police Jean Marie Norbert Manoovaloo, âgé de 56 ans a été placé au centre de détention de Piton, tandis que la Woman Police Constable Nundanee Devi Ragoo, habitante de Terre-Rouge, a été maintenue en cellule policière à Pailles après plusieurs heures d'interrogatoire mené par les enquêteurs de la FCC. Les deux officiers sont soupçonnés

d'être impliqués dans une affaire de corruption présumée remontant à une opération policière effectuée le 7 mai dernier à Bois-Pignolet, Terre-Rouge. Selon les premiers éléments recueillis dans le cadre de l'enquête, des membres présumés de la MCIT auraient réclamé une somme d'argent à un habitant de la région en échange de la promesse de ne pas procéder à son arrestation dans une affaire liée à la drogue.

D'après les informations obtenues, une somme de Rs 100 000 aurait été exigée. Le déclarant affirme avoir remis Rs 85 000 en espèces aux policiers concernés. Les enquêteurs disposent

également d'éléments laissant entendre que les officiers se seraient rendus avec le déclarant dans un centre commercial de Mahogany, à Pamplemousses, afin qu'il effectue un retrait bancaire supplémentaire.

La FCC tente actuellement de reconstituer avec précision le déroulement des événements. Les images des caméras de surveillance du centre commercial ont été réquisitionnées afin de vérifier les déplacements des suspects et confirmer certains détails de la plainte déposée.

Au cours de l'enquête, d'autres noms de policiers ont également été

évoqués. Selon les renseignements disponibles, le Sergeant Thomas, le Sergeant Ramphul ainsi que le Constable Ramkissoon auraient participé à la descente policière effectuée au domicile du déclarant.

Ces derniers pourraient être convoqués dans les prochains jours, dépendant des déclarations recueillies auprès des deux policiers actuellement détenus. La FCC poursuit ses investigations afin de déterminer s'il s'agit d'un acte isolé ou d'un système plus large d'abus de fonction au sein de certaines opérations policières. D'autres arrestations ne sont pas écartées dans les jours à venir.

Réseaux sociaux, paris, faux trading : une génération fascinée par l'argent rapide

● « La réussite prend du temps, mais les réseaux sociaux vendent l'illusion du succès rapide. »

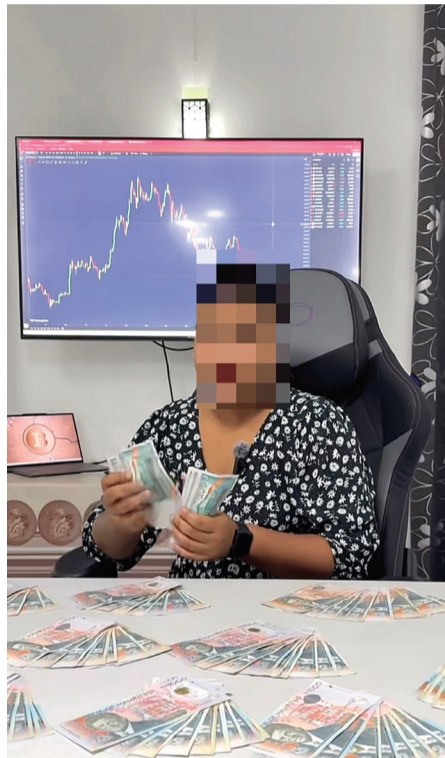
Pendant longtemps, la réussite avait une autre définition. On commençait petit. Très petit parfois. Une boutique en tôle au coin d'une rue, quelques machines à coudre, un taxi, un champ de légumes ou un petit commerce familial. Les parents travaillaient dur, souvent sans horaires, pour offrir une vie meilleure à leurs enfants. La culture du travail était presque sacrée. Aujourd'hui, beaucoup estiment que cette mentalité change dangereusement.

À longueur de journée, sur TikTok, Instagram, Telegram ou Facebook, les jeunes sont bombardés d'images de richesse instantanée. Montres de luxe, grosses voitures, liasses de billets, voyages, paris gagnants, crypto, trading, "business en ligne" : tout semble rapide, facile et accessible. Le message envoyé à une partie de la jeunesse est simple : si tu n'es pas riche vite, tu es fini. Derrière cette illusion numérique, un phénomène grandit silencieusement dans l'île : celui du "easy money".

« Astère dimounn envi kass avant même travay »

À Camp de Masque, Sanjay Parbatoo observe cette évolution avec inquiétude. Selon lui, la nouvelle génération n'a plus le même rapport au travail. « Avant, dimounn ti accepté commence bas. Tou dimounn ti pe souffert. Pena ti ena sa grand différence riche-pauvre couma astère. Nou ti vivre simple, mais dimounn ti ena courage travail. Astère beaucoup envi kass avant même commence travail. » Pour lui, les réseaux sociaux ont complètement transformé la perception de la réussite. « Beaucoup jeunes reste lacaz, telephone are zot ene journee, et krwar ki lavi facile. Zot trouve dimounn pe montre l'argent, loto, voyages... mais personne pas montre souffrance derrière. »

Dans plusieurs régions du pays, enseignants, travailleurs sociaux et parents tirent désormais la sonnette d'alarme. Certains collégiens parlent déjà d'avantage de paris sportifs, crypto ou trading



que de métiers ou d'études.

Anil Purmessur, Un éducateur de Rose-Hill résume le malaise : « Avant, bann jeunes ti rêv vine dockter, mécanicien, professeur ou entrepreneur. Astère, beaucoup juste envi gagne l'argent vite. »

TikTok, Telegram et les vendeurs de rêve

Sur les réseaux sociaux, certains influenceurs affichent un mode de vie luxueux qui fascine les jeunes. Le problème, selon plusieurs observateurs, est que beaucoup de ces contenus reposent sur l'illusion.

Voitures louées pour quelques heures, argent emprunté, captures d'écran truquées, faux gains de trading ou paris "miracles" : tout est mis en scène pour vendre du rêve.

Keshav Matadeen, 22 ans, affirme avoir perdu près de Rs 85 000 dans des groupes Telegram promettant des profits rapides grâce au trading. « Au début, to trouve dimounn pe poste gains tous les jours. Zot faire krwar ki facile. Quand to perdi, zot dire remettre encore plus l'argent. Finalement to reste coincé. » Comme lui, plusieurs jeunes disent être tombés dans des systèmes opaques où aucune régulation réelle n'existe.

Le faux trading devient aujourd'hui un véritable business parallèle. Derrière



des mots sophistiqués comme "Forex", "signals", "copy trading" ou "mentoring", certains prétendus coachs financiers vendent surtout des formations coûteuses. Une jeune femme de 24 ans raconte avoir payé Rs 35 000 pour intégrer un programme VIP. « Après paiement, dimounn change comportement. Zot juste donne vidéos copier-coller. Mais avant sa, zot faire krwar ki to pou gagne liberté financière. »

Les paris : une addiction silencieuse

Football européen, courses hippiques... les plateformes de paris explosent auprès des jeunes. Certaines applications circulent légalement à l'étranger, d'autres fonctionnent clandestinement via WhatsApp ou des agents locaux. Le plus inquiétant est que beaucoup ne considèrent plus les paris comme un jeu, mais comme un revenu potentiel. Riyan, 19 ans, affirme avoir commencé avec Rs 200 sur des matchs de football. « Premier coup mo gagne. Mo krwar mo capav vivre avec sa. Après mo commence chase pertes. » En moins d'un an, il dit avoir perdu plus de Rs 60 000. Des familles évoquent aujourd'hui des jeunes qui mentent, empruntent ou vendent leurs effets personnels pour continuer à jouer. Un père de famille confie : « Avant nous ti peur drogue. Astère bizin surveille téléphone aussi. Ena zenfants pe perdi la tête avec paris et faux business. »

« Nous fine construire pays avec sacrifice »

Un grand patron du secteur textile parle, lui, d'un changement mondial de mentalité. Selon lui, les jeunes oublient parfois les sacrifices qui ont permis à Maurice de se développer.

« Beaucoup dimounn oublié ki Moris fine construire avec souffrance et discipline. Nous fine commence avec ti la boutique. Ti pe faire chemises dans chaleur. Zordi nou ena deux grandes usines. »

Il se souvient d'une époque où les entrepreneurs travaillaient parfois de 5 heures du matin jusqu'à 22 heures sans véritable salaire au départ. « Personne pas ti pe guette l'argent rapide. Ti ena patience. Astère beaucoup jeunes pas commence petit. Zot envi résultat immédiat. » Pour lui, le danger est réel lorsque toute une génération commence à croire que le succès doit forcément être instantané.

« À vouloir aider leurs familles trop vite, certains jeunes tombent dans des raccourcis dangereux. »

Mais derrière cette obsession du "easy money", plusieurs spécialistes voient aussi un malaise social plus profond. Hausse du coût de la vie, difficultés d'emploi, pression sociale, comparaison permanente sur les réseaux : beaucoup de jeunes ressentent une urgence financière constante.

« Certains veulent aider leurs familles rapidement ou sortir d'une situation difficile. Le problème, c'est qu'ils tombent parfois dans des raccourcis dangereux », explique un travailleur social du Nord. Dans certains cas, cette quête d'argent rapide ouvre aussi la porte à des activités beaucoup plus graves : blanchiment d'argent, arnaques en ligne, prête-noms ou trafics. Des enquêteurs observent d'ailleurs que certains réseaux ciblent spécifiquement des jeunes vulnérables financièrement.

Bien sûr, internet a aussi créé de vraies opportunités. Certains jeunes réussissent honnêtement dans le digital, le commerce en ligne ou la création de contenu. Mais beaucoup appellent aujourd'hui à un retour de certaines valeurs : patience, discipline et éducation financière.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

La FCC déclare la guerre aux dérives administratives

Les administrations publiques désormais tenues de formaliser leurs pratiques. La Financial Crimes Commission (FCC) a publié de nouvelles lignes directrices imposant la mise en place systématique de Standard Operating Procedures Manuals (SOPM) dans l'ensemble des organismes publics. Ces directives concernent ministères, départements gouvernementaux ainsi que l'Assemblée régionale de Rodrigues et ses commissions.

Cette décision découle de constats préoccupants réalisés lors de plusieurs revues systémiques menées dans les administrations. La FCC a observé que de nombreuses institutions ne disposent toujours pas de procédures documentées dans des secteurs pourtant sensibles, notamment pour le procurement, la gestion financière, l'octroi de licences et l'administration des contrats. Dans certains cas, les pratiques reposent encore largement sur l'usage informel et la discrétion individuelle des fonctionnaires.

Des lacunes importantes dans la mise en œuvre des recommandations

Selon la FCC, environ 90 % des recommandations formulées lors des exercices de contrôle n'ont pas été mises en œuvre par les organismes concernés. Cette situation est jugée préoccupante car elle limite l'efficacité des mécanismes de prévention et augmente les risques de dérives administratives.

L'absence de procédures écrites favorise une grande marge de manœuvre pour les officiers des institutions publiques, ce qui peut conduire à des décisions incohérentes, voire à des situations d'abus ou de conflit d'intérêts. La FCC souligne également que cette lacune nuit à la qualité du service public et à la confiance des citoyens envers les institutions.

Les nouvelles directives visent à standardiser les pratiques, réduire les risques de corruption et garantir une meilleure traçabilité des décisions. Les domaines prioritaires identifiés incluent l'exercice de procurement, les paiements et dépenses publiques, l'utilisation des véhicules de l'État, l'allocation des subventions, ainsi que la gestion des permis et licences. Ces secteurs sont considérés comme particulièrement



exposés aux risques financiers.

La FCC insiste sur le fait que chaque procédure devra être clairement définie, documentée et accessible. Les responsabilités de chaque officier ou fonctionnaire devront être précisées afin d'éviter toute confusion dans l'exécution des tâches administratives.



Des principes stricts de transparence et de responsabilité

Selon la FCC, les manuels devront être rédigés dans un langage simple et compréhensible, tout en restant suffisamment détaillés pour encadrer efficacement les opérations.

Les administrations devront également intégrer des mécanismes de contrôle interne, notamment la séparation des tâches, afin d'éviter la concentration excessive de pouvoir entre les mains d'un seul agent. Des dispositifs de déclaration des conflits d'intérêts et des mécanismes de signalement des irrégularités devront aussi être mis en place.

Des obligations de mise en œuvre et des délais précis

La FCC a fixé des objectifs précis pour les organismes publics. D'ici janvier

2027, toutes les institutions devront avoir documenté l'ensemble de leurs fonctions principales et une large partie de leurs activités de support. Un objectif intermédiaire prévoit la couverture d'au moins 60 % des activités essentielles et 50 % des fonctions secondaires dans un premier temps. Une fois les procédures adoptées, les organismes devront atteindre un taux de conformité de 100 %, ce qui signifie que les SOPM devront

être strictement appliqués dans toutes les opérations concernées.

Un mécanisme de contrôle renforcé et des sanctions prévues

La mise en œuvre des directives sera suivie de près par la FCC à travers des évaluations régulières. Ces contrôles permettront de vérifier le niveau d'application des manuels et d'identifier les éventuelles failles dans les systèmes internes des administrations. En cas de non-respect des obligations, des sanctions sont prévues par la loi. Des amendes allant de Rs 50 000 à Rs 500 000 sont prévues conformément aux dispositions du Financial Crimes Commission Act.

Une réforme structurelle de la gestion publique

Avec ces nouvelles exigences, la FCC entend instaurer une culture de rigueur et de responsabilité au sein des institutions publiques. L'objectif est de réduire les risques de crimes financiers en agissant en amont, par la mise en place de systèmes clairs et standardisés. Selon la FCC, cette réforme marque une étape importante dans la transformation de la gouvernance publique, en plaçant la transparence et la conformité au cœur du fonctionnement administratif.

Pourquoi Singapour reste une référence mondiale



À Singapour, la lutte contre la fraude, la corruption et les abus administratifs repose sur un système de contrôle extrêmement rigoureux. Les institutions publiques fonctionnent avec des procédures écrites très détaillées, connues sous le nom de Standard Operating Procedures (SOP), qui encadrent chaque décision administrative et financière.

Les fonctionnaires sont soumis à des règles strictes de transparence, d'audit et de traçabilité des dépenses publiques. Chaque ministère dispose de mécanismes internes de contrôle et les irrégularités peuvent rapide-

ment être signalées aux autorités compétentes, notamment au Corrupt Practices Investigation Bureau, considéré comme l'un des organismes anti-corruption les plus efficaces au monde.

Les sanctions sont également sévères. Les cas de corruption, de favoritisme ou de mauvaise gestion peuvent entraîner des poursuites pénales, des amendes importantes et des peines de prison. Grâce à cette approche fondée sur la discipline administrative et la tolérance zéro, Singapour figure régulièrement parmi les pays les moins corrompus au monde.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Renouvellement de la flotte : André Viljoen accusé d'avoir fixé le cap avant la fin des consultations internes

Pendant que le comité stratégique d'Air Mauritius devait encore analyser les différentes options concernant l'avenir de la flotte nationale, le CEO André Viljoen semblait déjà avoir tracé la voie. Sa récente communication publique sur la modernisation des appareils de la compagnie relance aujourd'hui un débat bien plus profond que la simple question du renouvellement des avions. Gouvernance, transparence des décisions et véritable rôle des instances stratégiques internes : au sein de la compagnie nationale, certains s'interrogent désormais sur le poids réel des consultations face aux orientations déjà affichées par la direction.

Le 10 mai 2026, André Viljoen publiait sur LinkedIn une longue présentation consacrée à la cinquième de ses « *10 Future-Fit Game Changer Strategies* », intitulée *Modernising our Aircraft Fleet*. Dans ce document, le CEO exposait avec assurance sa vision d'une transformation durable de la compagnie grâce à une modernisation ambitieuse de la flotte aérienne.

Mais cette sortie publique intervient dans un contexte particulièrement délicat. Car le 14 mai 2026, un comité stratégique d'Air Mauritius se réunissait précisément afin d'examiner les recommandations du cabinet Seabury Aviation Partners concernant l'avenir de la flotte. Une réunion cruciale censée orienter les choix stratégiques de la compagnie pour les dix prochaines années. Une question se pose désormais avec insistance : le CEO avait-il déjà arrêté certaines orientations avant même les conclusions officielles du comité stratégique ?

Des Airbus A350 déjà présentés comme acquis

Dans sa communication, André Viljoen ne parle pas d'une simple réflexion ni d'options encore à l'étude. Il affirme clairement que la compagnie a déjà

procédé à l'acquisition de trois Airbus A350-900 supplémentaires. Ces appareils, identifiés comme les unités 5, 6 et 7, doivent être livrés progressivement entre décembre 2026 et la fin de l'année 2028.

Le ton employé dans cette stratégie donne l'impression qu'une direction définitive est déjà privilégiée au sommet de la compagnie. Pourtant, le comité stratégique doit encore examiner plusieurs scénarios concernant précisément ces appareils.

Dans son document, le CEO présente les Airbus A350-900 comme le pilier de l'avenir d'Air Mauritius. Selon lui, ces avions de nouvelle génération offrent des avantages majeurs : réduction de la consommation de carburant, diminution de l'empreinte environnementale, amélioration du confort des passagers et optimisation des performances opérationnelles.

Actuellement, la compagnie exploite une flotte composée de quatre Airbus A350-900, deux Airbus A330-900 NEO, un Airbus A330-200 et quatre ATR-600, assurant les liaisons entre Maurice, l'Afrique, l'Asie, l'Europe et les îles de l'océan Indien. Pour André Viljoen, cette modernisation représente un levier indispensable afin de soutenir les ambitions de croissance de la compagnie nationale au cours de la prochaine décennie.

Revente, location : des scénarios alternatifs étudiés en interne

Cependant, les discussions actuellement menées au sein du comité stratégique semblent révéler une réalité beaucoup plus nuancée. Selon plusieurs sources proches du dossier, différents



scénarios seraient actuellement étudiés concernant les trois Airbus A350 commandés par Air Mauritius. L'une des hypothèses envisagées consisterait à réceptionner les appareils afin d'éviter de lourdes pénalités contractuelles, avant de les revendre ou de les louer sur le marché international, où la demande pour les gros-porteurs reste soutenue.

Cette possibilité montre clairement que certains décideurs internes ne considèrent pas nécessairement ces appareils comme parfaitement adaptés aux besoins immédiats de la compagnie. Depuis la sortie d'Air Mauritius de l'administration volontaire en 2021, le contexte économique et opérationnel a profondément évolué. Les priorités semblent désormais davantage orientées vers des appareils moyen-courriers plus flexibles et moins coûteux à exploiter.

Dans cette logique, les Airbus A320 et

Airbus A321 apparaissent comme des options mieux adaptées aux dessertes régionales et moyen-courriers. Le marché des Boeing 737 est également étudié avec attention, dans un contexte mondial marqué par une forte disponibilité d'appareils après les difficultés financières rencontrées par certaines compagnies américaines comme Jet-Blue et Spirit Airlines. Selon plusieurs informations, des délégations de Boeing se seraient même récemment rendues à Maurice afin d'explorer d'éventuelles opportunités avec la compagnie nationale.

La stratégie du "flexible fleet" gagne du terrain

Paradoxalement, André Viljoen reconnaît lui-même dans sa stratégie que les besoins futurs d'Air Mauritius pourraient nécessiter l'intégration d'avions monocouloirs comme les Airbus A321 LR ou encore les Boeing MAX 8 et MAX 10.

Selon lui, ces appareils seraient mieux adaptés à certaines routes régionales comme Johannesburg, Cape Town, Kuala Lumpur ou Mumbai. Aujourd'hui, ces destinations sont desservies par des Airbus A330-200 et A330-900 NEO, des gros-porteurs offrant plus de 300 sièges. Le CEO souligne qu'une flotte composée d'appareils plus petits permettrait d'augmenter les fréquences de vols tout en réduisant les coûts d'exploitation. Les avions narrow body consomment moins de carburant et offrent davantage de flexibilité opérationnelle sur des marchés où la demande ne permet pas toujours de remplir de très gros appareils.

Cette approche semble confirmer qu'à moyen terme, l'avenir d'Air Mauritius pourrait davantage reposer sur une stratégie de flexibilité que sur une multiplication des gros-porteurs. Les Airbus A350 incarnent certes la modernité et renforcent le prestige de la compagnie nationale sur les marchés long-courriers. Ils permettent également d'améliorer l'expérience client et de maintenir un standard compétitif face aux grandes compagnies internationales.

Mais au-delà des considérations techniques, c'est désormais la question de la gouvernance qui alimente le débat. Le comité stratégique doit prochainement soumettre ses recommandations au conseil d'administration, appelé à trancher sur l'avenir de la flotte.



Retour vers la terre : le gouvernement veut faire de la sécurité alimentaire une priorité nationale

Selon plusieurs observateurs, la sécurité alimentaire est redevenue une priorité nationale à Maurice face aux incertitudes internationales, notamment la crise au Moyen-Orient. Au Parlement récemment, les députés Raviraj Sinha Beechook, Anabelle Savabaddy et Chetan Baboolall ont interpellé le Dr Arvin Boolell sur la question. Dans ses réponses, le ministre de l'Agro-industrie, de la Sécurité alimentaire, de l'Économie bleue et des Pêches a exposé un plan d'action à plusieurs niveaux pour renforcer la production locale, optimiser l'utilisation des terres et soutenir les petits planteurs.

Le Dr Boolell a affirmé vouloir tourner la page de la période 2014–2024 où, selon lui, la priorité avait été accordée à la spéculation foncière avec un « *massive encroachment upon fertile and prime agricultural land* », réduisant la surface agricole productive. Même durant la période post-Covid-19, la production alimentaire n'aurait pas été suffisamment priorisée. De ce fait, le gouvernement actuel « *is restoring food security as a central pillar of national policy* ».

Cette orientation devient presque une obligation dans le contexte actuel des crises internationales. La guerre au Moyen-Orient et les perturbations des chaînes d'approvisionnement en énergie, engrais ou transport maritime menacent les prix et l'accès aux denrées. Le ministre cite notamment l'alerte du National Farmers Union du Royaume-Uni évoquant le « *biggest spike in food prices since Russian invasion of Ukraine* ».

Les mesures déjà prises

Quelque Rs 800 millions ont été allouées pour l'exercice budgétaire 2025–2026 afin d'appuyer agriculteurs, planteurs et éleveurs à travers des subventions, équipements, semences et autres mesures d'accompagnement. Les Assises de l'Agriculture tenues en janvier 2026 ont débouché sur l'élaboration d'un rapport qui alimente le programme 2026–2029. Six priorités stratégiques ont été identifiées : (a) souveraineté et sécurité alimentaire,



- agriculture, climat et environnement ;
- (b) santé des plantes, des animaux et environnement ;
- (c) chaîne de valeur et engagement des jeunes ;
- (d) technologie et innovation ;
- (e) bonne gouvernance, coordination institutionnelle, cohérence des politiques et financement.

Le 3 mars dernier, une réunion d'urgence s'est tenue afin de définir les actions immédiates, les mesures à moyen terme et les stratégies à long terme face à la crise dans la région du Golfe. L'objectif est de garantir les approvisionnements immédiats afin d'éviter toute pénurie de légumes abordables et de produits de base comme les oignons, les pommes de terre et l'ail. Le gouvernement veut également assurer une suffisance en poisson, viande de volaille et œufs provenant des fermes locales. En outre, le Dr Boolell annonce une augmentation régulière des quantités de viande de cerf sur une base annuelle.

Moins de dépendance à l'importation

Le plan d'urgence met l'accent sur des politiques de substitution aux importa-



tions et l'optimisation de la production locale. Cela nécessitera la mobilisation de nouvelles ressources foncières. De nouvelles stratégies accompagneront le projet afin d'accroître la production de pommes de terre, patates douces, manioc, pois et autres denrées de base. Pour se donner les moyens de ses ambitions, le gouvernement mise sur le « *precision farming* », soit l'agriculture de précision, avec un accès pour les entrepreneurs aux technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle, les capteurs, les drones et les semences à haut rendement.

Le lancement d'un « *Household Food Security Scheme* » pour encourager le jardinage de proximité (« *backyard farming* ») est également préconisé. Le ministre rappelle que « *sous le gouvernement travailliste, du riz à faible indice glycémique était cultivé à Cluny et se trouve déjà en vente dans les supermarchés* ».

Une banque foncière agricole pour réduire la dépendance alimentaire

La création d'une banque foncière agricole au sein du ministère est préconisée afin de mobiliser toutes les terres sous le State Investment Trust, le Rose Belle Sugar Estate et Landscape Mauritius Ltd pour cultiver pommes de terre et autres cultures stratégiques, avec pour objectif d'augmenter les stocks tampons de pommes de terre, d'oignons et d'ail de six à neuf semaines.

Pour y parvenir, des subventions à travers le Food and Agricultural Research and Extension Institute (FAREI) et le Small Farmers Welfare Fund sont mises en place afin de moderniser les activités agricoles, améliorer la productivité et favoriser l'adoption d'engrais produits localement.

La simplification des démarches pour les petits planteurs à travers une stratégie « *one stop shop* », où le Small Farmers Welfare Fund joue un rôle de facilitateur, est également prônée. Des facilités financières ont été mises en place, notamment Rs 568 millions pour alléger le coût des intrants importés comme les engrais, la mécanisation, les semences et l'alimentation animale.

1 050 arpents de terres d'État encore disponibles

Actuellement, 65 000 hectares (ha) de terres sont potentiellement disponibles pour l'agriculture, dont 40 000 ha dédiés à la canne à sucre et 8 000 ha aux cultures vivrières. Le reste est occupé par les serres, le thé, les vergers et autres activités agricoles.

En 2025, environ 6 500 ha parmi les 40 000 ha de canne n'étaient plus en plantation. Parmi eux, 4 000 ha sont classés à potentiel élevé ou modéré. Depuis novembre 2024 jusqu'à ce jour, 1 100 arpents de terres d'État ont été alloués aux planteurs à travers le ministère, le Rose Belle Sugar Estate et le Sugar Investment Trust. Ces parcelles sont effectivement en culture.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

À noter que 1 050 arpents de terres d'État sont encore disponibles pour être alloués aux planteurs ayant déposé une demande. D'ailleurs, les procédures d'accès au foncier ont été simplifiées afin d'accélérer la mise en culture.

Viandes et élevage

La diversification des sources d'importation de bétail est envisagée, tout comme l'exploration de l'importation de souches parentales de volailles depuis le Kenya et la Zambie. La Division des Services vétérinaires pilote actuellement ces démarches.

Ce que l'importation coûte

La sécurité alimentaire à Maurice demeure un enjeu stratégique majeur, marqué par une forte dépendance aux importations plus de 70 % des produits consommés et une grande vulnérabilité aux chocs externes. Face aux crises mondiales et au changement climatique, le gouvernement mise sur l'agriculture moderne, notamment les serres et l'hydroponie, ainsi que sur le renforcement des filières locales et l'aide aux planteurs.



La facture alimentaire pour 2025 a atteint Rs 61,5 milliards, enregistrant une hausse de 6,2 % par rapport à 2024, où elle s'élevait à Rs 57,89 milliards. La facture des deux premiers mois de 2026 atteint déjà Rs 9,96 milliards.

Le pays importe des quantités massives de produits alimentaires, notamment 93 000 tonnes de riz et 41 000 tonnes d'huile sur une année récente. La hausse des prix est directement liée aux coûts mondiaux, tandis que le fret et les tensions géopolitiques accentuent davantage la pression sur la facture alimentaire nationale.

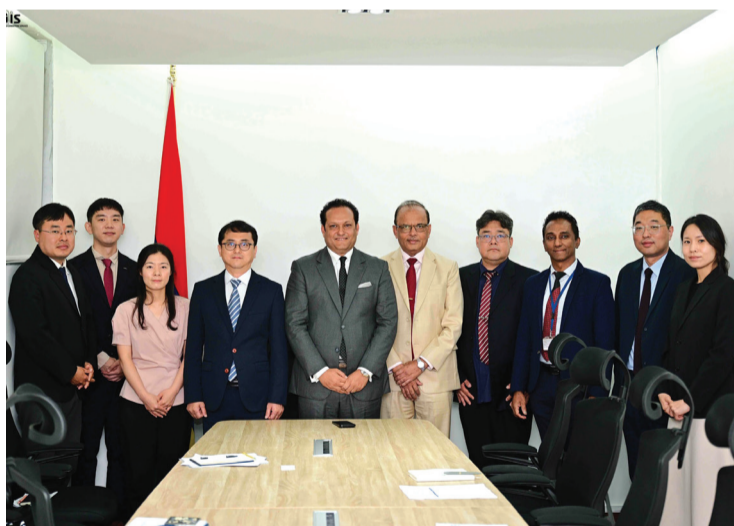


Maurice-Corée du Sud : alliance stratégique contre le trafic via les colis

La coopération entre Maurice et le Korea Customs Service prend une nouvelle dimension dans la lutte contre le trafic de drogue et les produits illicites transitant par les colis liés au commerce en ligne. Cette question a été au centre d'une réunion tenue ce vendredi à Port-Louis entre le Junior Minister des Finances, Dhaneshwar Damry, et une délégation du service des douanes sud-coréen.

La délégation coréenne était accompagnée du directeur général de la Mauritius Revenue Authority, Rohit Ramnawaz. Les discussions ont principalement porté sur le renforcement des systèmes de gestion des risques ainsi que sur l'intégration de technologies avancées pour le contrôle des colis entrant sur le territoire mauricien.

À l'issue de la rencontre, Dhaneshwar Damry a rappelé que la vision du gouvernement repose sur une digitalisation accrue des services afin d'améliorer l'efficacité des opérations tout en faisant face aux nouveaux défis sécuritaires liés à l'essor du commerce électronique.



Selon lui, entre 4 000 et 5 000 colis transitent quotidiennement par Maurice, ce qui représente un défi majeur pour les services des douanes de la MRA. Avec l'augmentation des achats en ligne, les autorités doivent désormais composer avec des risques croissants liés au trafic de drogue, aux armes et à d'autres marchandises illicites dissimulées dans les colis.

Le Junior Minister a également salué le travail déjà accompli par les officiers des douanes, rappelant les importantes saisies de drogues réalisées régulièrement à l'aéroport et au port.

De son côté, Rohit Ramnawaz a insisté sur la nécessité d'anticiper les nouvelles formes de criminalité associées à la hausse du volume des colis. Il a indiqué que la MRA travaille déjà sur des systèmes de scanning avancés capables d'améliorer la détection des produits illicites.

Cette collaboration avec le Korea Customs Service devrait permettre à Maurice de renforcer ses capacités technologiques et de mettre en place des mesures plus proactives pour sécuriser les flux de marchandises liés au commerce en ligne.

Le GM autorise la construction d'unités de stockage

Lors de sa réunion du 8 mai dernier, le Cabinet a approuvé la politique de protection des terres agricoles dans le cadre du schéma directeur de planification prévu par la loi sur l'aménagement du territoire. Celle-ci sera modifiée afin de permettre la construction d'une unité de stockage avec des quartiers pour travailleurs ou gardiens sur des terres agricoles d'une superficie maximale de 100 m², sous certaines conditions spécifiques.

Si ce projet se concrétise, ce sera un énorme soulagement pour les planteurs et ceux engagés dans la production agricole ou l'élevage. Il s'agit d'une revendication formulée depuis plusieurs années et qui pourrait enfin aboutir.

Cette politique révisée prévoit qu'une unité de stockage avec des quartiers d'une superficie maximale de 100 m² pourra être construite sur des parcelles agricoles d'une taille minimale de 0A50p, sous réserve des conditions suivantes :

- (a) la superficie maximale du rez-de-chaussée, y compris les escaliers, ne devra pas dépasser 50 m² ;
- (b) l'espace alloué aux travailleurs ou gardiens ne devra pas dépasser 12 m² ;
- (c) la politique révisée s'appliquera à toutes les activités agricoles, y compris l'agriculture sous serre ou en plein champ ;
- (d) la conversion nécessitera un permis de conversion des terres, suivi d'un permis de construction et d'utilisation des sols.

Les modifications nécessaires seront apportées à la législation pertinente.

Lalit réclame une priorité à la production, à la souveraineté alimentaire et aux énergies renouvelables

Le parti de gauche Lalit appelle le gouvernement à mettre résolument le cap sur la sécurité alimentaire dans le Budget 2026-2027. Dans un document publié sur son site web, Lalit demande une réorientation foncière à des fins de production alimentaire, ainsi que des investissements massifs dans le développement des filières agricoles, de la pêche et des énergies renouvelables.



En faisant de la souveraineté alimentaire et de la question énergétique des axes centraux du budget, Lalit souhaite transformer la vulnérabilité actuelle en opportunité de relance productive et de création d'emplois durables. Selon le parti, cela permettra d'orienter la transition vers une économie plus durable et résiliente face aux chocs externes.

Dans un contexte mondial instable provoqué, selon Lalit, par « l'agression militaire américano-israélienne contre l'Iran », les propositions budgétaires 2026-2027 appellent le gouvernement mauricien à adopter des mesures d'urgence et structurelles afin de protéger l'économie nationale et renforcer la résilience alimentaire et énergétique.

Ce document, travaillé notamment par Radha Kistnasamy, prône également la création d'une industrie de transformation alimentaire.

Afin d'y parvenir, Lalit préconise de financer ces transformations par une politique fiscale plus progressive, avec une taxation accrue des riches et des grandes entreprises. Selon le parti, cela permettra de lutter contre la précarité, créer des emplois permanents et accroître les recettes en devises grâce à la production locale et à l'exportation des surplus.

Le parti de gauche demande aussi au gouvernement de légiférer afin d'obliger

les propriétaires fonciers à convertir au moins 30 % de leurs terres agricoles en cultures alimentaires immédiatement exploitables. Il réclame également l'arrêt des subventions à la canne à sucre sur les meilleures terres afin de les réaffecter à la production de pommes de terre, maïs, pois, haricots et autres cultures vivrières.

Rodrigues n'est pas en reste avec une série de mesures ciblées. Lalit propose notamment la fourniture de poulaillers, d'assurances et de réservoirs d'eau afin de permettre une production avicole locale sécurisée, ainsi que des subventions pour le bétail et l'installation de systèmes de collecte

d'eau de pluie. Ces mesures visent à réduire les importations alimentaires, stabiliser la balance des paiements, créer des emplois locaux et générer des excédents exportables.

Pêche durable et valorisation de l'espace maritime

Lalit considère l'exploitation de la zone économique exclusive de Maurice, qui couvre 2,3 millions de kilomètres carrés, comme une opportunité majeure pour développer une industrie de la pêche durable. Cela passerait par le financement, la formation, les infrastructures et la création de chaînes de valeur, notamment des usines de transformation du poisson.

Le parti estime qu'il faudra réduire progressivement l'octroi de permis de pêche étrangers à mesure que la flotte et l'industrie nationales se développeront, afin de préserver les ressources et maximiser la valeur ajoutée locale.

Selon Lalit, les opérateurs du secteur hôtelier devraient également consacrer une partie de leurs capitaux à la création ou au financement d'une flotte de bateaux de pêche, à l'embauche de pêcheurs et marins, ainsi qu'à l'implantation d'usines de transformation, afin de mieux exploiter les 2,3 millions de km² de zone économique exclusive mauricienne.

Réformes constitutionnelles et baisse du prix de l'huile : le gouvernement enclenche des changements majeurs

Le gouvernement franchit une nouvelle étape dans son agenda de réformes avec l'introduction prochaine du Constitutional Review Commission Bill à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi prévoit la mise en place d'une Commission de révision constitutionnelle qui sera nommée par le Président de la République de Maurice afin d'examiner la Constitution et de proposer d'éventuelles réformes.

Cette future commission aura notamment pour mission de se pencher sur la protection des droits fondamentaux, le renforcement de la démocratie ainsi que la consolidation des institutions du pays. Parallèlement, une révision du prix

de l'huile alimentaire Smatch a également été approuvée par le conseil des ministres. Le prix de vente subventionné passe désormais à Rs 68,95 le litre, en raison de la hausse des coûts d'approvisionnement sur le marché international.

Dans ce contexte marqué par les inquiétudes liées au coût de la vie, un comité interministériel présidé par le Premier ministre sera également mis sur pied afin d'examiner les questions relatives à la fixation des prix. Une attention particulière sera accordée aux marchés monopolistiques et quasi-monopolistiques, avec pour objectif de proposer des mesures visant à protéger les consommateurs et à garantir des

pratiques tarifaires plus équitables.

Ce comité réunira plusieurs membres du gouvernement, dont le Deputy Prime Minister et ministre de l'Égalité des genres et du Bien-être de la famille, le ministre du Logement et des Terres, le ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, le ministre des Services financiers et de la Planification économique, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, le ministre du Travail et des Relations industrielles, le ministre du Commerce et de la Protection des consommateurs, ainsi que le ministre de l'Industrie, des PME et des Coopératives.



DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Marché boursier local: l'éducation financière au cœur des défis des jeunes investisseurs

Alors que la Bourse de Maurice offre aujourd'hui plusieurs opportunités d'investissement, la participation locale reste encore limitée. Pour Adarsh Caunhye, International Trader, cette situation s'explique principalement par un manque de culture financière et une méconnaissance des mécanismes du marché. Il estime qu'une meilleure éducation financière, particulièrement auprès des jeunes, devient essentielle afin de démocratiser l'investissement et permettre à davantage d'investisseurs de mieux comprendre les enjeux de la Bourse.

Un marché encadré mais accessible uniquement via des intermédiaires

D'emblée, Adarsh Caunhye explique que la Bourse de Maurice est opérée par la Stock Exchange of Mauritius (SEM), plateforme officielle où sont négociés les actions, obligations et autres instruments financiers. Celle-ci est étroitement liée au Central Depository System (CDS), qui assure la conservation électronique des titres.

Adarsh Caunhye précise que l'accès au marché boursier n'est pas direct. « *Tout investisseur, particulier ou institutionnel, doit obligatoirement passer par un broker agréé, qui agit comme intermédiaire entre le client et la Bourse* », explique-t-il. « *Donc, la première étape pour investir en Bourse, c'est de choisir son broker* », ajoute-t-il. Les brokers exécutent les ordres d'achat et de vente, gèrent les portefeuilles des clients et assurent la conformité des opérations avec les règles du marché.

Le CDS, de son côté, joue un rôle essentiel de sécurisation. « *Chaque action détenue par un investisseur est enregistrée de manière sécurisée, garantissant la traçabilité et la protection des avoirs, à l'image d'un compte bancaire, mais dédié aux valeurs mobilières* », souligne-t-il.

Plusieurs sociétés de courtage opèrent à Maurice sous licence, chacune proposant des services et des structures



de frais différentes. Ces coûts incluent généralement les frais de courtage, les frais de Bourse ainsi que ceux du CDS. Pour lui, le rôle du broker est donc double : permettre l'accès au marché et encadrer les opérations des investisseurs particuliers.

Un marché attractif mais aussi marqué par des risques

Adarsh Caunhye insiste toutefois sur un point essentiel : la Bourse ne doit pas être perçue comme une solution rapide pour gagner de l'argent. « *Li pa koumadir ou acheté bourse et ou expect pou gagne kas* », fait-il comprendre. Il met en avant plusieurs réalités du marché :

• Volatilité des prix

Les actions peuvent varier fortement sur de courtes périodes, entraînant aussi bien des gains rapides que des pertes importantes.

• Faible liquidité du marché local

Le marché mauricien reste limité en

volume. Certaines actions peuvent être difficiles à revendre rapidement faute d'acheteurs, ce qui complique les sorties de position. « *Ce manque de liquidité est un véritable problème à Maurice* », affirme-t-il.

• Risque de perte en capital

Comme sur tout marché financier, le capital investi n'est jamais garanti. Les investisseurs peuvent perdre partiellement, voire totalement, leur mise.

• Actions, obligations et compréhension des produits financiers

Adarsh Caunhye souligne également l'importance de bien distinguer les différents instruments financiers disponibles. « *Les actions offrent un potentiel de rendement élevé, mais restent très exposées à la volatilité. Les obligations (bonds), en revanche, sont considérées comme plus stables et moins risquées, car elles représentent une forme de dette avec des revenus plus prévisibles* », explique-t-il.

Dans ce contexte, il encourage les investisseurs, surtout les débutants, à considérer les bonds comme une porte d'entrée plus prudente sur le marché financier. Selon lui, de nombreux nouveaux investisseurs ne maîtrisent pas suffisamment ces distinctions, ce qui peut conduire à des choix inadaptés à leur profil de risque.

Pour le trader, l'investissement en Bourse doit être structuré, discipliné et réfléchi. Il ne s'agit pas d'une activité spéculative rapide, mais d'un processus de long terme nécessitant patience et compréhension des cycles économiques. Il rappelle également que les décisions impulsives augmentent for-

tement le risque de pertes, notamment dans un marché influencé par de nombreux facteurs externes.

Une priorité : renforcer la "financial literacy"

Pour Adarsh Caunhye, le principal défi du marché mauricien ne réside pas dans son infrastructure, mais dans le niveau de compréhension des investisseurs, particulièrement chez les jeunes. Il estime qu'il est essentiel de renforcer la "financial literacy" afin que les nouveaux investisseurs maîtrisent les bases avant d'entrer sur le marché.

Selon lui, peu de Mauriciens comprennent réellement le fonctionnement de la Bourse et de l'investissement. Il note également que le marché a longtemps été porté par une présence importante d'investisseurs étrangers, même si certains se sont retirés après la période post-COVID.

Pour encourager une participation locale plus forte, il insiste sur la nécessité d'une sensibilisation accrue à travers :

- des programmes éducatifs ;
- des formations financières ;
- une meilleure diffusion de l'information sur les marchés.

Il souligne que les ressources existent déjà, notamment à travers les publications et guides de la SEM, mais qu'elles restent insuffisamment exploitées par le grand public. Selon lui, une meilleure sensibilisation permettrait non seulement de réduire les erreurs des nouveaux investisseurs, mais aussi de renforcer la stabilité et la maturité globale du marché financier mauricien.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Aux grands maux, les grandes remèdes, le gouvernement passe à l'offensive

Le gouvernement muscle sa riposte sanitaire. Au Parlement, mardi, le ministre de la Santé et du Bien-être, Anil Baichoo, a dressé un état des lieux préoccupant de la situation des maladies infectieuses à Maurice entre janvier 2026 et le 11 mai 2026. Si le chikungunya circule activement dans plusieurs régions du pays, la leptospirose inquiète particulièrement les autorités en raison de la gravité des cas enregistrés et des décès recensés.

Selon les chiffres officiels communiqués, 2 816 cas locaux de chikungunya ont été confirmés depuis le début de l'année, dont 102 cas encore actifs à ce jour. Cinq cas importés ont également été détectés, mais tous les patients concernés sont désormais guéris. Face à cette propagation, le ministère affirme avoir intensifié les opérations de lutte antivectorielle sur l'ensemble du territoire.

La dengue reste, pour l'instant, relativement limitée avec un seul cas local et six cas importés recensés. Tous les patients concernés se sont rétablis, mais les autorités maintiennent une surveillance constante afin d'éviter toute flambée épidémique.

La leptospirose demeure toutefois au centre des préoccupations sanitaires. Le ministère rapporte 21 cas confirmés depuis janvier, dont six décès. Les autorités précisent que les personnes décédées présentaient toutes des comorbidités importantes et qu'un patient avait déjà été admis sans vie à l'hôpital. Les formes sévères observées cette année sont décrites comme particulièrement agressives par les services médicaux.

Concernant le mpox, deux cas importés ont été enregistrés. Il s'agit d'un Mauricien et d'un ressortissant étranger arrivés de Madagascar. Les deux patients ont été guéris et aucun cas secondaire n'a été détecté après le suivi de leurs contacts.

Une mobilisation sanitaire massive sur le terrain

Face à ces différentes menaces sanitaires, les autorités ont lancé une



vaste offensive de sensibilisation et de prévention à travers le pays. Pas moins de 224 séances communautaires ont été organisées, accompagnées de 61 interventions éducatives dans des zones identifiées à haut risque. En parallèle, 400 travailleurs municipaux ont été sensibilisés aux mesures de prévention. Les campagnes médiatiques ont également été renforcées avec plus de 200 interventions à la radio et à la télévision. Quelque 30 000 affiches et dépliants ont été distribués, tandis que neuf plateformes numériques scolaires ont été mobilisées pour relayer les messages de prévention auprès des jeunes.

Sur le plan environnemental, les opérations de terrain ont atteint une ampleur importante. Les équipes sanitaires ont inspecté 25 341 sites à travers le pays. Au total, 524 avis sanitaires, 2 195 avis liés à l'eau et 1 300 constats de nuisances ont été émis.

Les autorités indiquent également avoir traité 105 905 sites avec des larvicides et effectué 81 535 opérations de nébulisation contre les moustiques. Quelque 1 811 maisons ont été désinfectées par pulvérisation intra-domiciliaire, tandis que 2 195 contacts médicaux ont été suivis. Par ailleurs, la stratégie biologique se poursuit avec le relâchement hebdomadaire de 100 000 moustiques mâles stériles afin de limiter la reproduction des moustiques vecteurs.

Une approche "One Health" pour contenir les risques

Le ministre Anil Baichoo insiste sur une approche multisectorielle dite "One Health", associant santé humaine, santé animale et environnement. Des réunions interministérielles ont ainsi été organisées avec les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et des collectivités locales, ainsi qu'avec les services vétérinaires et sanitaires.

Parmi les priorités identifiées figurent :



- **épidémiologique,**
- **L'accélération du diagnostic en laboratoire,**
- **La standardisation des protocoles cliniques,**
- **L'audit des décès et des cas graves,**
- **Le contrôle des rongeurs,**
- **L'amélioration de l'assainissement,**
- **Ainsi que la protection des travailleurs exposés dans les secteurs des égouts, de l'agriculture et du nettoyage.**

Le ministre a également affirmé que les hôpitaux régionaux disposent des capacités nécessaires pour isoler et traiter les patients atteints de maladies infectieuses. Des stocks stratégiques de médicaments, d'équipements de protection et de tests diagnostiques sont maintenus afin de répondre rapidement à toute aggravation de la situation.

Des dispositifs de surveillance sanitaire restent aussi actifs au port et à l'aéroport pour assurer le suivi des voyageurs provenant de zones à risque.

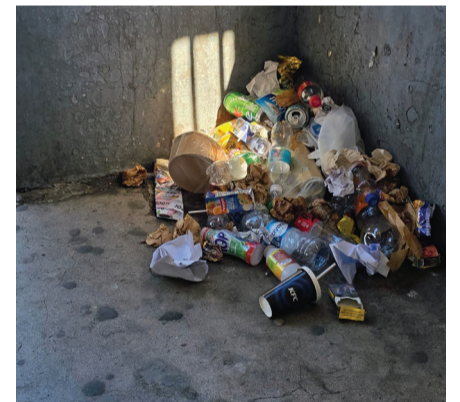
Pollution et insalubrité : 61 amendes dressées en une seule journée

Alors que les autorités sanitaires multiplient les efforts pour contenir la propagation des maladies infectieuses, l'incivisme environnemental continue d'alimenter les inquiétudes. Mercredi 13 mai, la Police de l'environnement, appuyée par l'Emergency Response Ser-

vice (ERS), a mené une vaste opération nationale contre les infractions environnementales. Résultat : 61 contraventions ont été dressées en une seule journée.

Parmi elles, 27 personnes ont été verbalisées pour avoir jeté des déchets sur la voie publique. Deux conducteurs ont été surpris en flagrant délit de déversement illégal de déchets et écotent chacun d'une amende de Rs 25 000, avec obligation de nettoyer immédiatement les lieux. Les autorités ont également sanctionné 20 personnes pour consommation de tabac dans des lieux publics, huit conducteurs pour véhicules fumigènes et quatre automobilistes pour nuisance sonore.

Dans le Nord, un camionneur domicilié à Bel-Air/Rivière-Sèche a été intercepté alors qu'il déversait des déchets verts sur un terrain vague à Powder Mill Road, à Pamplemousses. Dans un autre cas, un conducteur résidant à Vallée-Pitot, Port-Louis, a été verbalisé après avoir abandonné des déchets domestiques le long de Cemetery Road. Aucun des deux individus ne possédait de permis de transport de déchets.



Dans un communiqué, le ministre de l'Environnement, Rajesh Bhagwan, a dénoncé des comportements qu'il juge irresponsables. « *Malgré la prolifération des maladies liées à l'insalubrité, certaines personnes continuent d'agir de façon égoïste, zis pou get zot profi, au détriment de la santé de nos enfants, de nos aînés et de nos familles* », a-t-il déclaré.

Depuis le début de l'année, la Police de l'environnement a déjà dressé 507 contraventions pour illegal littering, 26 pour dépôts sauvages et 94 pour véhicules fumigènes. Face à cette situation, le gouvernement annonce le lancement prochain d'une nouvelle campagne nationale de sensibilisation afin de renforcer la prise de conscience citoyenne autour des enjeux liés à l'hygiène, à l'environnement et à la santé publique.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

La première greffe rénale réalisée avec succès à l'hôpital Nehru

La toute première transplantation rénale réalisée au sein de la nouvelle unité de transplantation rénale de l'hôpital Jawaharlal Nehru, à Rose-Belle, a été menée avec succès cette semaine, marquant une avancée majeure pour le système de santé.



Cette intervention complexe a été effectuée grâce à une collaboration étroite entre des spécialistes internationaux et des équipes médicales locales. À la tête de cette opération historique figurait le Dr Sonal Asthana, spécialiste en transplantation multi-organes et Clinical Lead à l'Aster CMI Hospital de Bengaluru, en Inde. Il était accompagné du Dr Sanju Sobnach et du Dr Bernd Strobele, tous deux chirurgiens spécialisés en transplantation multi-organes au Netcare Christiaan Barnard Memorial Hospital du Cap, en Afrique du Sud.

La réussite de cette première greffe symbolise une étape décisive pour Maurice, qui ambitionne désormais de développer localement des soins

hautement spécialisés afin de limiter les évacuations sanitaires coûteuses vers l'étranger.

Présent lors de cet événement, le ministre de la Santé et du Bien-être, Anil Kumar Bachoo, a salué le travail remarquable accompli par les spécialistes étrangers et les professionnels de santé mauriciens. Il a également mis en avant le rôle essentiel de l'Inde dans la mise en place d'infrastructures médicales modernes à Maurice. Le ministre a particulièrement souligné la contribution du Dr Sanju Sobnach, spécialiste mauricien exerçant en Afrique du Sud, ainsi que le

soutien continu des experts indiens dans le développement du secteur médical mauricien.

Selon lui, les autorités travaillent actuellement à la mise en place d'un programme durable permettant d'effectuer régulièrement des transplantations rénales à Maurice. Une initiative qui pourrait transformer la vie de nombreux patients souffrant d'insuffisance rénale chronique, souvent contraints de voyager à l'étranger pour accéder à ce type d'intervention.

Dans la foulée, le ministre a rappelé que deux oncologues indiens avaient

récemment réalisé douze interventions chirurgicales sur des enfants, preuve de la volonté gouvernementale de renforcer progressivement les services médicaux spécialisés dans le pays.

De son côté, Anurag Srivastava, Haut-commissaire de l'Inde à Maurice, a exprimé sa grande fierté face au succès de cette première transplantation rénale au sein de cette nouvelle unité médicale soutenue par le gouvernement indien. Il a réaffirmé l'engagement de l'Inde à accompagner Maurice dans le renforcement de ses infrastructures de santé et dans l'amélioration de la qualité des soins offerts à la population.

AIDS Candlelight Memorial 2026: une mobilisation nationale pour briser le silence et la stigmatisation

Ce dimanche 17 mai, le Caudan Waterfront se transformera en un vaste lieu de mémoire, de solidarité et de mobilisation à l'occasion de l'International AIDS Candlelight Memorial 2026. À partir de 18 heures, des centaines de personnes sont attendues pour cette 21^e édition mauricienne placée sous le thème puissant : « *Ankor+* ».

Bien plus qu'une simple cérémonie symbolique, cette mobilisation veut rappeler que le VIH demeure une réalité préoccupante. Derrière les bougies qui seront allumées se cachent des vies bouleversées, des familles touchées, mais aussi une volonté collective de continuer le combat contre la stigmatisation, l'exclusion et l'indifférence.

Cette année, une vingtaine d'organisations de la société civile seront réunies aux côtés de la National Agency for Drug Control et du National AIDS Secretariat. Ensemble, elles veulent envoyer un message clair : la lutte contre

le VIH ne doit ni ralentir ni perdre en humanité.

Le slogan « *Ankor+ Respe, Finansman, Leadership Kominoter !* » résume les principales revendications des acteurs engagés sur le terrain. Les associations dénoncent encore les discriminations auxquelles font face les personnes vivant avec le VIH, mais aussi les difficultés financières qui fragilisent plusieurs programmes de prévention, de dépistage et d'accompagnement.

Pour les ONG, les communautés directement concernées doivent être davantage impliquées dans les décisions et les stratégies nationales. Selon elles, une approche plus humaine et plus proche des réalités sociales reste essentielle pour freiner l'épidémie.

Parmi les structures mobilisées figurent notamment AILES, CAEC, Caritas/Abri de Nuit, CUT, Centre Idrice Goomany, Chrysalide, DRIP, Eco-SUD, PILS, Kinouété, LoveBridge, Groupe A/Lakaza ou encore Le Pont du Tamarin-

ier. Toutes œuvrent quotidiennement auprès des personnes vulnérables, des usagers de drogues, des personnes séropositives et des populations marginalisées.

La soirée au Caudan sera marquée par plusieurs témoignages, des prises de parole engagées ainsi que des performances artistiques. Des artistes comme Eric Triton, Sayaa, Bernard Moonsamy et le groupe Ansam apporteront leur voix à cette mobilisation citoyenne.

Mais au-delà de l'émotion, les chiffres rappellent l'ampleur du défi. En 2025, Maurice a enregistré 491 nouveaux cas de VIH, confirmant une tendance persistante observée ces dernières années avec environ 500 nouvelles infections annuelles.

Les adultes âgés entre 25 et 44 ans demeurent les plus touchés. Les autorités sanitaires soulignent également que les principales voies de transmission restent les rapports hétérosexuels ain-

si que l'usage de drogues injectables, représentant à eux seuls la grande majorité des nouvelles infections recensées.

Malgré les campagnes de sensibilisation et les progrès réalisés dans le domaine du dépistage, plusieurs défis persistent. De nombreuses personnes dépistées positives ne poursuivent pas toujours leur suivi médical de manière régulière. Les ONG évoquent notamment la peur du regard des autres, la honte, le rejet familial ou social, ainsi que la méfiance envers certaines structures.

Créé en 1983, l'International AIDS Candlelight Memorial est aujourd'hui l'une des plus anciennes campagnes mondiales de sensibilisation autour du VIH. Chaque année, des milliers d'événements sont organisés à travers le monde afin d'honorer les personnes disparues, soutenir celles qui vivent avec le VIH et encourager davantage de solidarité.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Cancer du pancréas : « une inflammation persistante peut favoriser la maladie », alerte Kamlesh Singh Shadhu

● KRAS : le gène longtemps "intouchable" enfin ciblé par un traitement révolutionnaire

À Maurice, les cas de cancer sont en augmentation ces dernières années, avec un passage d'environ 1 394 cas en 2001 à plus de 2 800 aujourd'hui. Dans ce contexte, le cancer du pancréas reste l'un des plus préoccupants en raison de son diagnostic tardif et de son pronostic sévère. Selon le Dr (Vasu) Kamlesh Singh Shadhu, l'inflammation chronique pourrait jouer un rôle déterminant dans son développement, en créant un environnement favorable à l'apparition et à la progression des cellules cancéreuses.

Longtemps considérée comme une simple réaction de défense de l'organisme, l'inflammation chronique est aujourd'hui reconnue comme un facteur impliqué dans plusieurs cancers, dont celui du pancréas. Dans une étude publiée par le Dr (Vasu) Kamlesh Singh Shadhu et ses collaborateurs montrent que les processus inflammatoires contribuent directement à la progression tumorale.

Le Dr Shadhu explique qu'en temps normal, l'inflammation permet à l'organisme de se défendre contre les infections et les blessures. Mais elle devient problématique lorsqu'elle persiste dans le temps. Elle perturbe alors l'équilibre cellulaire et favorise un microenvironnement propice au développement de tumeurs. Certaines molécules stimulent la croissance des cellules cancéreuses et renforcent leur résistance aux traitements.

Quand l'inflammation favorise la progression tumorale

La pancréatite chronique constitue l'un des principaux facteurs de risque du cancer du pancréas ajoute le Dr Shadhu. « Cette inflammation prolongée provoque des lésions répétées des tissus, ce qui augmente le risque d'accumulation de mutations génétiques. ».



Certaines voies biologiques impliquées dans l'inflammation peuvent paradoxalement favoriser le développement du cancer lorsqu'elles sont suractivées. « Lorsqu'il est activé de manière excessive, il stimule la prolifération des cellules cancéreuses, leur capacité à migrer et leur échappement au système immunitaire. », ajoute-il.

Un cancer difficile à traiter

Selon le médecin, le cancer du pancréas reste l'un des plus difficiles à prendre en charge. Il présente une forte résistance aux traitements classiques comme la chimiothérapie et la radiothérapie.

Cette résistance s'explique en partie par l'environnement inflammatoire de la tumeur, qui protège les cellules cancéreuses et réduit l'efficacité des traitements. À cela s'ajoute la présence fréquente d'un tissu fibreux dense, formant une barrière physique qui limite la pénétration des médicaments. Il rappelle ainsi que la prévention et la prise en charge précoce des maladies inflammatoires chroniques jouent un rôle essentiel dans la réduction du risque de cancer.

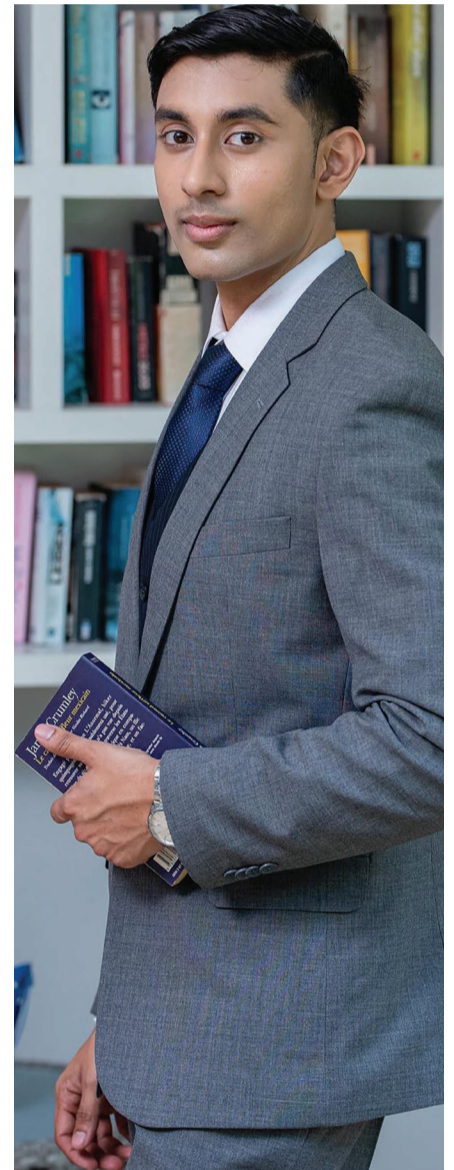
Actions de sensibilisation et engagement humanitaire

Dans ce contexte, des initiatives de sensibilisation sont mises en place afin de mieux informer le public sur les facteurs de risque et les moyens de prévention.

Le Karka Fashion Show, événement caritatif de collecte de fonds pour

les personnes atteintes de cancer via l'ONG Enn Rev Enn Sourir, a été organisé par le Mister Global Mauritius 2026, le Dr (Vasu) Kamlesh Singh Shadhu, et accueilli au Hunan Restaurant, Garden Village, Curepipe. L'événement a été présenté comme un succès et comme le point de départ d'une initiative humanitaire visant à sensibiliser la population à cette problématique de santé publique.

Le projet Karka vise à renforcer la sensibilisation aux mesures de prévention du cancer, en s'appuyant notamment sur les travaux de recherche du Dr Shadhu sur l'inflammation et le cancer du pancréas.



Une avancée historique redonne enfin de l'espoir

Après des décennies de recherches et d'impasses médicales, une avancée majeure pourrait transformer la lutte contre le cancer du pancréas, l'un des cancers les plus meurtriers au monde. De nouveaux essais cliniques révèlent que des médicaments ciblant le gène KRAS, présent dans près de 90 % des tumeurs pancréatiques, permettent d'améliorer significativement la survie des patients.

Le traitement expérimental appelé daraxonrasib, administré par voie orale, agit en bloquant les signaux responsables de la multiplication in-

contrôlée des cellules cancéreuses. Selon les résultats d'un essai clinique de phase 3, les patients ayant reçu ce médicament en complément de la chimiothérapie ont atteint une survie médiane de 13,2 mois, contre 6,7 mois pour ceux traités uniquement par chimiothérapie.

Pour les spécialistes, ce résultat représente un véritable tournant. Longtemps considéré comme "impossible à cibler", le gène KRAS ouvre aujourd'hui la voie à une nouvelle génération de traitements plus précis et potentiellement moins lourds que les thérapies classiques.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Écologie et innovation : La Réunion inaugure un terminal avant-gardiste

L'aéroport Roland-Garros de La Réunion franchit une étape majeure dans la transition écologique avec l'ouverture du premier terminal bioclimatique en zone tropicale. Fonctionnant sans climatisation grâce à une ventilation naturelle inspirée des alizés, cette infrastructure de nouvelle génération incarne un modèle de décarbonation aéroportuaire soutenu par la Commission européenne.

Un terminal pensé comme un bâtiment "vivant"

L'aéroport Roland-Garros de La Réunion a officiellement mis en service un terminal d'arrivée bioclimatique inédit dans un environnement tropical. Conçu en partenariat avec la Commission européenne, cet espace de 13 000 m² dédié aux arrivées et à la récupération des bagages repose sur un principe simple mais ambitieux : supprimer la climatisation au profit d'une ventilation entièrement naturelle.

Le bâtiment, composé de verre, de bois et de métal, a été conçu pour "respirer" avec son environnement. Plus de 800 ouvertures automatisées, appelées ventelles, régulent en temps réel la circulation de l'air selon les conditions météorologiques.

Une architecture inspirée du climat et de la tradition créole

L'île de La Réunion est décrite par les experts comme un véritable "laboratoire bioclimatique". Le projet s'inspire à la fois de l'architecture traditionnelle créole et de bâtiments déjà conçus pour fonctionner sans climatisation. Le système repose sur l'exploitation des



vents dominants, notamment les alizés venant de l'est, canalisés à travers la structure du bâtiment. Ce flux naturel est amplifié par un dispositif central : le "canyon bioclimatique", une structure architecturale qui accélère le vent et crée un effet de succion permettant de rafraîchir l'ensemble du terminal. Selon les ingénieurs du projet, la sensation thermique peut être réduite de plusieurs degrés grâce à une vitesse d'air d'environ un mètre par seconde.

Des performances énergétiques en forte baisse

Cette conception innovante permet une réduction estimée de 55 à 60 % de la consommation énergétique par rapport à un terminal classique climatisé. Les émissions de CO₂ de l'aéroport ont également connu une baisse spectaculaire, passant d'environ 8 000 tonnes en 2011 à moins de 1 000 tonnes aujo-



urd'hui.

Le projet s'inscrit ainsi dans une stratégie globale de décarbonation du site aéroportuaire, soutenue financièrement à 58 % par la politique de cohésion européenne, pour un investissement total d'environ 65 millions d'euros.

Un espace qui intègre nature et biodiversité

Au-delà de la performance énergétique,

le terminal intègre également une dimension écologique forte. Des plantes endémiques ont été sélectionnées et installées dans les espaces intérieurs afin de préserver la biodiversité locale et renforcer le confort thermique.

Cette végétalisation contribue aussi à créer une atmosphère plus naturelle pour les passagers, renforçant l'idée d'un bâtiment en interaction permanente avec son environnement.

Les autorités aéroportuaires considèrent ce terminal comme une étape clé dans la transformation écologique des infrastructures de transport. L'objectif affiché est ambitieux : atteindre une autonomie énergétique complète de l'aéroport d'ici 2030. Ce projet, qui a également généré près de 1 000 emplois directs et indirects, est déjà cité comme un exemple de transition durable dans le secteur aérien, un secteur responsable de plus de 13 % des émissions liées au transport selon la Commission européenne.

Une nouvelle génération d'aéroports

Face aux défis climatiques, plusieurs aéroports dans le monde accélèrent leur transition écologique afin de réduire leur empreinte carbone et moderniser leurs infrastructures. Des plateformes comme l'Aéroport Seymour de Baltra ou l'Aéroport de Cochin misent déjà sur les énergies renouvelables pour fonctionner de manière plus durable. D'autres hubs internationaux, comme l'Aéroport de Schiphol ou l'Aéroport de Changi, investissent dans des bâtiments intelligents, le recyclage de l'eau, les panneaux solaires et l'électrification des équipements au sol. Cette évolution marque une nouvelle étape pour l'aviation mondiale, longtemps critiquée pour son impact environnemental. Les aéroports verts deviennent désormais des symboles d'innovation, conciliant mobilité internationale, technologie et protection de l'environnement.



L'Aéroport Changi repousse encore les limites de l'excellence

En 2026, l'Aéroport Changi de Singapour a une nouvelle fois été désigné meilleur aéroport du monde grâce à la qualité exceptionnelle de ses services et à son avance technologique. Réputé pour son efficacité, sa propreté et son organisation, Changi offre une expérience unique aux voyageurs avec ses jardins intérieurs, sa célèbre cascade géante Jewel, ses espaces

de détente, ses hôtels et ses zones de loisirs. L'aéroport se distingue également par ses procédures rapides d'immigration, son utilisation poussée des technologies intelligentes et son engagement écologique. Véritable vitrine du transport aérien moderne, Changi est devenu un modèle mondial alliant innovation, confort et expérience passager haut de gamme.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Maldives : cinq plongeurs italiens morts lors d'une expédition en grotte, les recherches toujours en cours

Aux Maldives, une opération de recherche d'envergure se poursuit après la disparition de cinq plongeurs italiens lors d'une immersion en grotte sous-marine dans l'atoll de Vaavu Atoll, au large de la capitale Malé. Un premier corps a été retrouvé à environ 60 mètres de profondeur, tandis que les quatre autres victimes restent introuvables.

Une plongée qui tourne au drame

L'accident s'est produit jeudi matin lors d'une sortie organisée dans une zone réputée pour ses plongées techniques. Le groupe, composé de cinq ressortissants italiens, avait embarqué à bord d'un yacht de plongée de luxe, le Duke of York, pour une expédition en milieu sous-marin confiné.

Selon les premiers éléments recueillis par les autorités locales, les plongeurs n'auraient pas refait surface à l'heure prévue après leur immersion. L'alerte a été immédiatement donnée, déclenchant une vaste opération de recherche coordonnée par la Force de défense nationale maldivienne.

Des victimes issues du milieu scientifique et de la plongée

Les victimes comprennent des profils particulièrement expérimentés. Parmi elles figure Monica Montefalcone, professeure de biologie marine à l'Université de Gênes et spécialiste des écosystèmes tropicaux, ainsi que sa fille, Giorgia Sommacal.

Les trois autres plongeurs ont été identifiés comme Muriel Oddenino, Gianluca Benedetti et Federico Gualtieri. Plusieurs d'entre eux étaient des plongeurs expérimentés ou des professionnels liés au milieu marin, ce qui renforce les interrogations sur les circonstances exactes de l'accident.

Une zone de recherche complexe et dangereuse

Les opérations de secours se concentrent dans une grotte sous-marine située à environ 60 mètres de profon-



deur. Les équipes de plongée ont déjà localisé un premier corps à l'intérieur de cette cavité, et estiment que les autres victimes pourraient s'y trouver également.

Cependant, les recherches sont fortement compliquées par des conditions environnementales défavorables. La mer agitée, la faible visibilité et la profondeur extrême rendent les interventions particulièrement risquées, même pour des plongeurs spécialisés en plongée technique.

Les autorités maldiviennes ont mobilisé des navires de garde-côtes, des unités de secours et des moyens aériens pour tenter de localiser les disparus. Les opérations sont régulièrement suspendues en fonction de l'évolution de la météo.

Une enquête ouverte sur les circonstances du drame

Une enquête officielle a été ouverte afin de déterminer les causes exactes de

l'accident. Plusieurs hypothèses sont actuellement examinées par les autorités, notamment une désorientation dans l'environnement labyrinthique de la grotte, une défaillance technique liée à l'équipement respiratoire, ou encore une consommation d'air insuffisante lors de la plongée.

Les conditions météorologiques au moment des faits étaient également défavorables, avec des vents forts et une mer agitée. Un avertissement avait été émis pour les activités maritimes dans la zone.

Les enquêteurs s'intéressent aussi au respect des règles de sécurité en vigueur. La réglementation locale limite en principe les plongées à 30 mètres de profondeur, bien que certaines immersions techniques puissent dépasser ce seuil sous encadrement strict. Des sources locales indiquent par ailleurs qu'aucun guide de plongée local n'accompagnait le groupe, ce qui pourrait constituer un élément central de l'enquête.

Un accident qui interroge la sécurité du tourisme sous-marin

Ce drame survient dans un pays où la plongée sous-marine constitue une activité touristique majeure. Les Maldives, archipel composé de centaines d'îles coralliennes dispersées sur l'équateur, attirent chaque année des milliers de plongeurs du monde entier.

Mais cette attractivité s'accompagne de risques récurrents. Selon des données relayées par les médias locaux, plus d'une centaine de touristes ont perdu la vie en mer au cours des six dernières années dans l'archipel, dont une part importante lors d'accidents de plongée ou de snorkeling.

Les autorités maldiviennes ont exprimé leur tristesse face à la tragédie et assuré que les opérations de recherche se poursuivraient dès que les conditions le permettront. Parallèlement, une enquête distincte doit établir si les protocoles de sécurité ont été respectés lors de cette plongée, notamment en matière de profondeur, de supervision et de gestion des risques.

112 morts en six ans

L'archipel, composé de 1.192 minuscules îles coralliennes dispersées sur quelque 800 kilomètres le long de l'équateur, est une destination de vacances de luxe, avec ses plages de sable blanc et ses complexes hôteliers isolés, prisée des plongeurs. Selon les médias locaux, au moins 112 touristes sont morts dans des incidents liés à la mer aux Maldives au cours des six dernières années, dont 42 victimes d'accidents de plongée ou de plongée avec tuba.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Om Lombard : quand l'amour des animaux devient une mission éducative



Ancien mannequin international devenu entrepreneur engagé, Om Lombard, de son vrai nom Robin Maximilien Philippe Lombard Truche, a choisi de consacrer sa notoriété et son énergie à une mission qui lui tient profondément à cœur. À la tête de Zoomania Mauritius et de Vetmania 24/7, il veut aujourd'hui éveiller les consciences et sensibiliser les jeunes générations à la protection et au respect des animaux.



Né dans le sud de la France de parents d'origine italienne, Om Lombard grandit dans un environnement multiculturel qui façonne très tôt sa sensibilité au monde. Son parcours le conduit également à vivre en Inde, notamment à Pondicherry, une expérience déterminante qui renforce son intérêt pour la spiritualité, la nature et les traditions culturelles asiatiques.

Om Lombard : *« It all began when I was just 3 years old »*. C'est à seulement trois ans, ses parents accueillent un berger allemand nommé Quentin. Ce moment marque un véritable tournant dans sa vie. Ce chien devient rapidement bien plus qu'un animal de compagnie. *« Il était un compagnon de jeu, un protecteur, et surtout la première connexion émotionnelle forte que j'ai eu avec un animal. »*

C'est à partir de là que naît une évidence qui ne le quittera jamais. Les animaux occupent une place centrale dans sa vie et dans sa vision du monde.

Une vocation transformée en engagement concret

Très tôt, Om Lombard nourrit le rêve de devenir vétérinaire. Mais son parcours scolaire s'interrompt prématurément, l'amenant à entrer dans la vie active plus tôt que prévu. Ce rêve semble alors mis de côté. Pourtant, il ne disparaît jamais vraiment.



« Adopter un chien, ce n'est pas seulement changer sa vie... c'est accepter qu'il change la vôtre pour toujours. »

Des années plus tard, à travers ses activités professionnelles, il trouve une autre manière de vivre cette vocation. En créant et en dirigeant Zoomania Mauritius et Vetmania 24/7, il s'entoure d'équipes de vétérinaires, d'assistants et de passionnés du monde animal, donnant naissance à un écosystème dédié au soin, à la prévention et à la sensibilisation. Aujourd'hui, son rôle dépasse largement la gestion d'entreprises. Il s'agit d'un engagement personnel profond.

Une mission éducative au cœur des écoles mauriciennes

L'une des initiatives les plus marquantes portées par Om Lombard est son programme éducatif dans les écoles. Avec ses équipes, il organise des interventions gratuites destinées aux enfants,

en allant directement à leur rencontre. Lors de ces sessions, les enfants découvrent différents animaux, chiens, chats, lapins, oiseaux, tortues, dans un cadre pédagogique et interactif. L'objectif n'est pas seulement de faire découvrir, mais surtout de sensibiliser.

Om Lombard dira qu'en 2025, plus de 3 500 enfants ont déjà été touchés par ces programmes dans une dizaine d'établissements scolaires. Chaque rencontre est pensée comme un moment d'éveil, où les émotions jouent un rôle central dans l'apprentissage, avance-t-il.

Des valeurs éducatives fortes et assumées

Les interventions menées par Om Lombard reposent sur des principes simples mais essentiels. Elles ne poursuivent aucune finalité commerciale et sont entièrement gratuites.

Les messages transmis aux enfants s'articulent autour de plusieurs idées fondamentales. Les animaux sont des êtres vivants sensibles, et non des objets. La biodiversité de Maurice est précieuse et doit être protégée. La réalité des animaux errants est un enjeu social et sanitaire important et le respect du vivant doit être enseigné dès le plus jeune âge. Ces valeurs sont au cœur de chaque intervention, portées par une approche émotionnelle et concrète, favorisant la compréhension plutôt que la simple théorie.

L'adoption animale comme acte de responsabilité

Parallèlement à son action éducative, Om Lombard s'implique activement dans la promotion de l'adoption animale. En collaboration avec MSAW Mauritius, ses équipes participent régulièrement à des campagnes de sauvetage et de placement d'animaux abandonnés. Ces initiatives permettent à des chiots et autres animaux recueillis dans des conditions difficiles de retrouver une famille.

Pour lui, adopter un animal n'est pas un simple geste affectif, mais un engagement durable : *« Adopter un chien, ce n'est pas seulement changer sa vie... c'est accepter qu'il change la vôtre pour toujours. »*

Une vision tournée vers l'avenir

Au-delà des actions concrètes, Om Lombard défend une vision plus large. Celle d'une société où l'éducation au respect des autres commence dès l'enfance. Il considère que chaque interaction avec un enfant peut devenir un point de départ pour construire un avenir plus responsable et plus empathique.

À travers ses initiatives, il cherche à former non seulement des citoyens informés, mais aussi des adultes conscients de leur impact sur le monde vivant. Pour lui, la mission est claire : transmettre, éveiller et inspirer.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

TIB 2026 : Roomila Roothoorodoo propulse le badminton au sommet à La Réunion

Après 18 années de passion et de sacrifices consacrées au badminton, Roomila Roothoorodoo franchit un nouveau cap dans sa carrière sportive. La joueuse mauricienne s'est illustrée au Tournoi International de Badminton (TIB) 2026, organisé à La Réunion, en remportant le titre en Double Mixte aux côtés de son partenaire et entraîneur Tameesh Bhoyroo. Le duo a décroché la médaille d'or après une compétition intense réunissant des joueurs venus des quatre coins du monde.



Dans la catégorie Double Dames, Roomila Roothoorodoo et sa partenaire Zeenat Nazir ont également signé une très belle performance en atteignant les demi-finales, confirmant la régularité et la solidité de leur duo sur la scène régionale.

Une aventure collective portée par la RISE Badminton Academy

Au début de l'année 2026, Roomila Roothoorodoo et l'équipe de la RISE Badminton Academy ont décidé de relever le défi du TIB. Désignée Project Lead par son coach Tameesh Bhoyroo, elle a coordonné les préparatifs de cette ambitieuse aventure sportive.



L'équipe a notamment mis en place un programme d'échange avec des joueurs réunionnais issus des clubs Badminton Club de Saint-Paul et de La Possession. Cette initiative a permis de renforcer la préparation technique des joueurs tout en développant des liens d'amitié entre sportifs de la région océan Indien.

Les efforts ont rapidement porté leurs fruits. Avant même la dernière journée du tournoi, l'équipe comptait déjà huit demi-finales à disputer. Plusieurs joueurs se sont illustrés avec des podiums et des médailles, notamment Hishaam Nauthoo, Aiisha Auleear et Janess Rujkoomar, Gilbert Alfred et Jeannot Cathan, Kaylyan Alfred et William Lam ainsi que Zeenat Nazir.

Dix-huit années de passion et de persévérance

Depuis près de deux décennies, Roomila Roothoorodoo vit au rythme du badminton. Des compétitions intercollèges aux tournois locaux, en passant par les échanges sportifs avec La Réunion et les compétitions internationales organisées à Maurice, elle n'a cessé de progresser.

« Le TIB 2026 représentait une étape particulière pour moi. Il s'agissait de mon premier tournoi international hors de Maurice », confie-t-elle. « Cette expérience a demandé énormément de sacrifices, davantage d'entraînements, un coaching personnalisé et une discipline de vie très rigoureuse », ajoute la joueuse.

Roomila tient également à exprimer sa profonde gratitude envers Diraj Goonadry, arbitre accrédité par la BWF, qui lui a fait découvrir le badminton en 2009 en l'invitant à rejoindre son club. Une rencontre décisive qui a marqué le

début de son parcours sportif.

Des ambitions qui dépassent les terrains

Au-delà de la compétition, Roomila Roothoorodoo nourrit aujourd'hui une ambition claire : poursuivre sa carrière dans le monde du badminton en devenant un jour umpire (arbitre officiel de chaise) accréditée par la BWF. Déjà impliquée dans l'arbitrage au niveau local et national, elle a commencé les formations nécessaires afin de concrétiser cet objectif.

Entre passion sportive, leadership et ambition professionnelle, la jeune Mauricienne souhaite désormais contribuer au rayonnement du badminton mauricien au-delà des frontières.

Des soutiens précieux derrière cette réussite

Cette performance n'aurait pas été possible sans le soutien de ses sponsors et partenaires, notamment HR CAFE, Gibson & Hills Group et Stephen Business School, ainsi que toute l'équipe de la RISE Badminton Academy et ses coéquipiers.

« Je leur dois cette victoire. Derrière chaque match gagné, il y a eu énormément de soutien, d'encouragements et de sacrifices. Sans mes sponsors, mon coach, mes partenaires et toute l'équipe qui m'a toujours poussée à donner le meilleur de moi-même, ce parcours n'aurait pas été possible. Cette victoire est aussi la leur », souligne Roomila Roothoorodoo.

Je remercie aussi profondément ma maman, mon papa, ma sœur, mon frère ainsi que toute ma famille pour leur amour, leurs encouragements et leur présence constante à mes côtés.



Le TIB 2026, vitrine internationale du badminton dans l'océan Indien

Organisé au complexe sportif de Champ Fleuri, à Saint-Denis de La Réunion, le Tournoi International de Badminton (TIB) 2026 et le 5e Saint-Denis Réunion Open ont réuni, du 10 au 17 mai, plus de 480 joueurs issus de 35 pays pour plus de 1 300 matchs de haut niveau.

La compétition a également accueilli plusieurs athlètes classés parmi l'élite mondiale du badminton, faisant de cet événement l'un des rendez-vous sportifs majeurs de la région océan Indien.

Dans cette compétition particulièrement relevée, l'équipe mauricienne de la RISE Badminton Academy s'est distinguée avec plusieurs

performances remarquables.

Médaille d'or

• Double Mixte : Tameesh Bhoyroo / Roomila Roothoorodoo

Médailles d'argent

• Simple Hommes : Hishaam Nauthoo

• Double Garçons U13 : William Lam / Kaylyan Alfred

• Double Hommes : Gilbert Alfred / Jeannot Cathan

Médailles de bronze

• Simple Garçons U13 : William Lam

• Simple Dames : Zeenat Nazir

• Double Mixte : Aiisha Auleear / Janess Rujkoomar

• Double Hommes : Tameesh Bhoyroo / Janess Rujkoomar

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Leptospirose : vacciner son chien est devenu une urgence sanitaire

La leptospirose demeure l'une des maladies animales les plus dangereuses et les plus sous-estimées. Avec les épisodes de fortes pluies, les accumulations d'eau stagnante et la prolifération des rats dans plusieurs régions, les vétérinaires observent une vigilance accrue autour de cette infection bactérienne qui peut frapper brutalement les chiens... mais également contaminer les humains.

Chaque année, des cas sont recensés dans différentes localités du pays. Pourtant, de nombreux propriétaires continuent d'ignorer les risques réels liés à cette maladie. Les spécialistes tirent aujourd'hui la sonnette d'alarme : la vaccination des chiens ne doit plus être considérée comme optionnelle, mais comme une véritable nécessité sanitaire.

La leptospirose est causée par une bactérie appelée *Leptospira*, généralement présente dans l'urine des rats et d'autres animaux infectés. Cette bactérie peut survivre plusieurs semaines dans l'eau, la boue ou les environnements humides. Il suffit parfois qu'un chien boive dans une flaque contaminée, marche dans de l'eau stagnante ou renifle une zone souillée pour être infecté.

Le problème est que la maladie agit souvent très rapidement. Les premiers symptômes ressemblent parfois à une simple fatigue : perte d'appétit, vomissements, diarrhée, fièvre ou faiblesse générale. Certains chiens deviennent soudainement amorphes et refusent même de se lever. Mais derrière ces signes apparemment banals, la bactérie peut déjà être en train d'attaquer les organes vitaux.

Les reins et le foie particulièrement ciblés

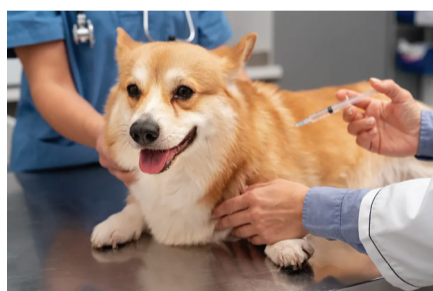
Dans les formes sévères, la leptospirose provoque des atteintes graves au niveau des reins et du foie. Les chiens peuvent développer une insuffisance rénale aiguë, des difficultés respiratoires, des hémorragies ou encore des troubles hépatiques majeurs.

Les vétérinaires expliquent que beaucoup de propriétaires arrivent malheureusement trop tard à la clin-



ique, pensant d'abord à une simple gastro-entérite ou à une infection passagère. « Chaque heure compte lorsqu'un chien est atteint de leptospirose avancée », expliquent plusieurs professionnels du secteur vétérinaire.

Les traitements existent, notamment grâce aux antibiotiques et aux soins intensifs, mais les chances de survie diminuent considérablement lorsque les organes commencent à être sévèrement touchés. Dans certains cas, les animaux nécessitent des hospitalisations longues avec perfusions, analyses sanguines répétées et surveillance permanente. Les frais médicaux peuvent alors grimper rapidement, sans garantie de guérison complète.



Une maladie transmissible à l'être humain

La leptospirose représente également une menace importante pour la santé publique. Il s'agit d'une zoonose, c'est-à-dire une maladie transmissible de l'animal à l'homme.

Une personne peut être contaminée par contact avec l'urine d'un animal infecté, avec de l'eau souillée ou avec un environnement contaminé. Les symptômes chez l'humain peuvent varier d'un état grippal classique à des complications beaucoup plus sérieuses touchant les

reins, le foie ou les poumons.

Dans les pays tropicaux, les autorités sanitaires considèrent cette maladie comme un véritable problème de santé publique, particulièrement durant les périodes de pluies abondantes et d'inondations. À Maurice, les conditions climatiques favorisent malheureusement la circulation de la bactérie. Les eaux stagnantes, les drains mal entretenus, les déchets laissés à ciel ouvert et la présence de rongeurs créent un environnement propice à la propagation de la maladie.

Les chiens vivant dehors davantage exposés

Les chiens vivant principalement à l'extérieur sont naturellement plus exposés aux risques de contamination. Les cours humides, les jardins, les terrains boueux ou les alentours des poubelles peuvent devenir des zones à risque.

Mais les vétérinaires mettent également en garde contre une idée reçue très répandue : croire qu'un chien vivant à l'intérieur est totalement protégé.

Même un animal vivant en appartement peut être exposé lors d'une promenade ou d'un simple contact avec une zone contaminée. Aucun chien n'est



réellement à l'abri. C'est pourquoi les professionnels recommandent fortement une vaccination annuelle, quel que soit le mode de vie de l'animal.

« La vaccination reste aujourd'hui la meilleure protection contre les formes graves de leptospirose », rappellent plusieurs vétérinaires mauriciens.

Prévenir plutôt que guérir

Outre la vaccination, plusieurs mesures simples permettent de réduire les risques :

- éviter que les chiens boivent dans les flaques ou les caniveaux ;
- maintenir les cours propres ;
- lutter contre la présence des rats autour des habitations ;
- nettoyer régulièrement les espaces où vivent les animaux ;
- consulter rapidement un vétérinaire dès l'apparition de symptômes inhabituels.

Les spécialistes soulignent également l'importance de la sensibilisation. Beaucoup de propriétaires ne réalisent pas encore que vacciner leur animal contribue aussi à protéger leur entourage.

Ces dernières années, les campagnes menées par les cliniques vétérinaires et les associations animales semblent toutefois porter leurs fruits. De plus en plus de familles comprennent que la prévention coûte bien moins cher qu'un traitement d'urgence.

Pour les professionnels du monde animalier, le message est clair : la vaccination ne doit pas être perçue comme une simple dépense, mais comme un acte de responsabilité. « Vacciner son chien, c'est protéger son animal, mais aussi protéger sa famille », résumant plusieurs vétérinaires.

LE JOURNAL DU DIMANCHE

L'info sans compromis

Abonnez-vous dès maintenant

- > Politique
- > Business
- > Sport
- > International
- > Culture & Société


Chaque semaine,
Le Journal du Dimanche
vous livre :


- > Des enquêtes exclusives
- > Des interviews sans concession
- > Des analyses économiques pointues
- > Les coulisses du pouvoir
- > Les grandes tendances à Maurice et à l'international



 | Journaldudimanche.com

 Rue Ritter, Curepipe

 info@journaldudimanche.com

 +230 5777 7458

The Portal Of Force : le grand saut hollywoodien de Disha Patani

Disha Patani franchit une nouvelle étape dans sa carrière internationale avec *The Portal Of Force*, dont la bande-annonce officielle vient d'être dévoilée. Le film marque les débuts hollywoodiens de la star indienne dans une grande production mêlant action, fantastique et éléments surnaturels.

La bande-annonce présente un univers centré sur un conflit opposant deux factions anciennes : les Statiguards et les Holiguards. Le long-métrage lance également une nouvelle saga cinématographique imaginée par Lado Okhotnikov.

Disha Patani y interprète Jessica, un personnage clé décrit comme « l'Élue », dont les origines semblent liées aux deux camps ennemis. Selon les premières images, son destin pourrait influencer l'avenir même de l'humanité.

Le projet réunit plusieurs figures connues du cinéma hollywoodien, notamment Kevin Spacey, Dolph Lundgren et Tyrese Gibson. Cette participation marque le premier grand projet international de Disha Patani aux côtés d'acteurs hollywoodiens renommés.

« Une expérience à la fois excitante et effrayante »

L'actrice a partagé son enthousiasme concernant cette nouvelle aventure cinématographique. « J'attendais avec impatience la sortie de la bande-annonce de ce projet très spécial. Faire mes débuts à l'international était à la fois excitant et effrayant, mais les possibilités artistiques étaient immenses », a-t-elle déclaré.

Depuis plusieurs années, Disha Patani s'est imposée dans Bollywood grâce à son image associée aux films d'action et à son style énergique à l'écran. En parallèle de ce projet hollywoodien, l'actrice travaille également sur son prochain film hindi, *Awarapan 2*.



Prabhas frappe fort : Spirit s'annonce comme l'événement cinéma de 2027

Les producteurs de Spirit ont confirmé que le film très attendu porté par Prabhas sortira officiellement dans les salles du monde entier le 5 mars 2027. Cette annonce met fin aux nombreuses spéculations concernant un éventuel report du projet dirigé par Sandeep Reddy Vanga, déjà connu pour le succès retentissant de *Animal*.

Le film réunira également Tripti Dimri et Vivek Oberoi dans des rôles importants. L'actrice Aishwarya Desai fera également ses débuts dans ce projet ambitieux. Présenté comme un grand divertissement "pan-world", Spirit devrait être lancé en huit langues afin de toucher un public international.

Le projet est produit par Bhushan Kumar sous la bannière de T-Series, en collaboration avec Bhadrakali Pictures. Le scénario, le montage et la réalisation sont entièrement assurés par Sandeep Reddy Vanga, dont les précédents films se sont distingués par leur intensité dramatique et leur mise en scène stylisée.

Depuis son annonce, Spirit figure parmi les productions indiennes les plus attendues des prochaines années, notamment grâce à la popularité massive de Prabhas après des films comme *Baahubali* et *Salaar*. Avec une sortie mondiale prévue le 5 mars 2027, les attentes autour du projet continuent de grandir auprès des fans du cinéma d'action indien.



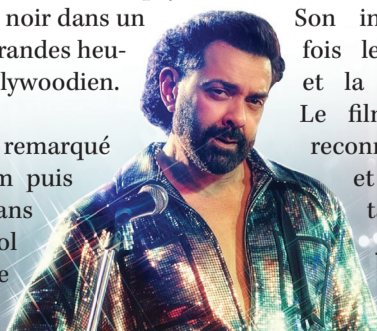
Bandar : Bobby Deol et Anurag Kashyap dévoilent un teaser sombre et explosif

Le réalisateur Anurag Kashyap semble prêt à replonger Bollywood dans un univers plus brut et intense avec *Bandar*, dont le premier teaser vient d'être dévoilé. Porté par Bobby Deol, ce teaser d'une minute vingt-neuf mélange suspense, glamour, violence psychologique et humour noir dans un style qui rappelle les grandes heures du cinéma noir bollywoodien.

Depuis son retour remarqué avec la série *Aashram* puis son rôle marquant dans *Animal*, Bobby Deol connaît une véritable

renaissance à Bollywood. Dans *Bandar*, l'acteur apparaît dans un personnage mystérieux et inquiétant. Le teaser s'ouvre sur lui chantant « *Come On Baby* » avant de replonger le spectateur dans une atmosphère de chaos et de tension.

Son interprétation rappelle à la fois le mystère du thriller *Gupt* et la brutalité sombre d'*Animal*. Le film réunit plusieurs acteurs reconnus du cinéma indépendant et mainstream indien, notamment Sanya Malhotra, Jitendra Joshi, Raj B Shetty et Riddhi Sen.



Anne Hathaway : Une avalanche de films très attendus propulse l'actrice au sommet

L'actrice Anne Hathaway s'impose comme l'une des figures les plus actives d'Hollywood en 2026, avec une série de films très attendus allant du thriller psychologique au film de science-fiction en passant par l'action épique.

Après le succès de *The Devil Wears Prada 2* et le lancement de *Mother Mary*, l'actrice enchaîne plusieurs grosses productions qui confirment la diversité de sa carrière. L'un des projets les plus attendus est *The Odyssey*, réalisé par Christopher Nolan. Prévu pour juillet 2026, le film réunit un casting massif incluant notamment Matt Damon, Robert Pattinson,

Tom Holland, Zendaya et Charlize Theron. L'histoire revisite le mythe grec d'Ulysse dans une version épique mêlant action et fantasy.

The End of Oak Street : thriller de survie

Anne Hathaway apparaîtra également dans *The End of Oak Street*, un thriller de survie prévu pour août 2026. Elle y partage l'affiche avec Ewan McGregor. Le film suit une famille confrontée à un phénomène mystérieux qui transporte leur quartier dans un environnement préhistorique, les obligeant à survivre dans des conditions extrêmes.

Verity : un thriller psychologique sombre

En octobre 2026 sortira *Verity*, adaptation du roman de Colleen Hoover. Dans ce film, Anne Hathaway incarne Verity Crawford, une écrivaine célèbre victime d'un accident qui la laisse incapable de terminer ses œuvres. L'histoire prend une tournure inquiétante lorsque son mari engage une auteure pour compléter ses manuscrits, révélant peu à peu des secrets troublants. Elle partage l'écran avec Dakota Johnson et Josh Hartnett.



Ladies First : duo inédit entre Sacha Baron Cohen et Rosamund Pike

Netflix prépare la sortie de *Ladies First*, une nouvelle comédie portée par Sacha Baron Cohen et Rosamund Pike. Le film, qui mélange humour absurde et satire sociale, s'annonce déjà comme l'une des productions comiques les plus attendues de 2026.

Ladies First sera disponible exclusivement sur Netflix à partir du 22 mai 2026 avec une sortie simultanée dans plusieurs pays selon les fuseaux horaires. Le long-métrage sera notamment accessible à midi trente en Inde et dans la matinée pour plusieurs régions du monde.

Réalisé par Thea Sharrock, le film suit un homme sexiste interprété par Sacha Baron Cohen vivant dans une société dominée par les hommes. Après un étrange accident qui le plonge dans le coma, il se réveille dans une réalité totalement inversée où les femmes occu-

pent désormais les positions de pouvoir dans tous les domaines de la société.

Confronté à des discriminations et des situations humiliantes qu'il ignorait jusque-là, son personnage découvre les difficultés auxquelles les femmes sont régulièrement confrontées. Rosamund Pike joue Alex Fox, son ancienne employée devenue sa puissante supérieure dans ce nouvel univers. Le film réunit également plusieurs acteurs connus, notamment Richard E. Grant, Emily Mortimer, Charles Dance et Fiona Shaw.

Grâce à son concept original, son casting prestigieux et son humour centré sur les rapports de pouvoir et les stéréotypes de genre, *Ladies First* suscite déjà un fort intérêt sur les réseaux sociaux. Netflix espère faire du film l'un de ses grands succès comiques de 2026, porté par la combinaison entre la satire mordante de Sacha Baron Cohen et l'élégance de Rosamund Pike.



Jack Ryan: Ghost War : John Krasinski revient dans un thriller d'espionnage majeur

John Krasinski revient dans l'univers de Jack Ryan avec *Jack Ryan: Ghost War*, prévu en streaming sur Prime Video le 20 mai 2026. Dans ce nouveau chapitre, Jack Ryan est confronté à une organisation clandestine d'opérations noires qui menace la stabilité mondiale. L'enquête le plonge dans une conspiration internationale mêlant espionnage, trahisons politiques et missions à haut risque, tout en ravivant des blessures personnelles liées à son passé.

Le casting réunit plusieurs visages familiers de la franchise, dont Wendell Pierce,

Michael Kelly et Betty Gabriel, tandis que Sienna Miller rejoint l'univers dans le rôle d'une agente du MI6 jouant un rôle clé dans la mission.

Le film promet une montée en puissance de l'action avec des séquences tournées à travers plusieurs grandes villes comme New York, Londres et Dubaï. L'ensemble adopte une approche plus cinématographique, proche des grands standards du genre espionnage, tout en conservant l'identité réaliste de la franchise Tom Clancy. *Ghost War* s'annonce comme l'un des films d'action les plus attendus de 2026 sur Prime Video.



FA Cup : Manchester City s'offre Chelsea et réalise un doublé historique

Manchester City a une nouvelle fois confirmé son statut de machine à gagner. Au terme d'une finale intense et fermée à Wembley, les hommes de Pep Guardiola ont battu Chelsea sur le score de 1-0 grâce à un geste de grande classe signé Antoine Semenyo. Un succès qui permet aux Citizens de décrocher la FA Cup 2026 et de réaliser un doublé national après leur victoire en Carabao Cup plus tôt dans la saison.



Dans une enceinte de Wembley une nouvelle fois pleine à craquer, cette finale avait tout d'un choc tactique entre deux équipes aux ambitions différentes. D'un côté, Manchester City voulait sauver sa saison nationale avec un nouveau trophée majeur.

De l'autre, Chelsea espérait décrocher une qualification européenne et offrir un peu de lumière à une campagne extrêmement compliquée. Mais comme souvent dans les grands rendez-vous, City a fait parler son expérience, son calme et surtout son incroyable efficacité.

Semenyo, le héros inattendu

Pendant longtemps, Chelsea a résisté. Les Blues ont affiché une organisation défensive solide, limitant les espaces et empêchant les Mancuniens de développer leur jeu habituel. Pourtant, il aura suffi d'une inspiration de génie pour faire basculer cette finale.

À la 67e minute, Erling Haaland s'est

infiltré côté droit avant de délivrer un centre tendu au premier poteau. Dos au but et sous la pression de Levi Colwill, Antoine Semenyo a réalisé un subtil coup du talon pour tromper Robert Sánchez. Un geste aussi instinctif qu'élégant qui a immédiatement enflammé Wembley.

Recruté en janvier dernier en provenance de Bournemouth pour environ 64 millions de livres sterling, Semenyo s'impose déjà comme l'une des meilleures recrues du mercato hivernal. Auteur de dix buts sous les couleurs mancuniennes, l'attaquant continue d'impressionner par son impact dans les grands rendez-vous.



Ce but aura finalement suffi au bonheur de City.

Chelsea combatif mais inefficace

Malgré la domination technique des Citizens, Chelsea n'a jamais complètement disparu de cette rencontre. Les Londoniens ont même eu plusieurs opportunités de faire douter les hommes de Guardiola. En première période, Moisés Caicedo pensait ouvrir le score de la tête, mais Rodri a sauvé les siens

sur sa ligne. Quelques minutes plus tard, Enzo Fernández a vu sa tentative finir sur le toit du filet.

Mais une nouvelle fois, Chelsea a manqué de réalisme dans un grand rendez-vous. Le constat devient inquiétant : les Blues restent désormais sur cinq finales consécutives à Wembley sans inscrire le moindre but.

L'ancien joyau de City, Cole Palmer, très attendu avant la rencontre, a été parfaitement muselé. Souvent obligé de redescendre pour aider défensivement face à Jérémy Doku, il n'a jamais réussi à apporter sa créativité habituelle dans les trente derniers mètres.

Cette défaite représente également un énorme coup dur pour Chelsea sur le plan européen. Une victoire en FA Cup aurait offert un ticket direct pour la Ligue Europa. Désormais, les Blues devront se battre jusqu'au bout en Premier League pour espérer arracher une place en Conference League.

Guardiola continue d'écrire l'histoire

Avec ce nouveau trophée, Pep Guardiola atteint désormais la barre impressionnante des 20 titres majeurs remportés avec Manchester City. Une longévité exceptionnelle qui continue d'alimenter la légende de l'entraîneur espagnol. Après deux finales de FA Cup perdues consécutivement, City retrouve son trône dans la plus vieille compétition du football mondial. Les Citizens ont montré une nouvelle fois leur capacité à répondre présents dans les moments décisifs de la saison. Même si un improbable faux pas d'Arsenal pourrait encore relancer la course au titre en Premier League, Manchester City peut déjà savourer cette nouvelle campagne riche en succès.

Celtic au bout du suspense : un 56e sacre arraché dans la folie

Le Celtic F.C. a écrit l'une des pages les plus folles de son histoire en décrochant hier un 56e titre de champion d'Écosse au terme d'un final totalement irrespirable face à Heart of Midlothian F.C.. Menés durant une grande partie de la rencontre à Parkhead, les Bhoys ont finalement renversé la situation dans les dernières minutes pour s'imposer 3-1 devant des supporters en délire.

Les Hearts, qui rêvaient d'un premier

sacre depuis 60 ans, avaient pourtant fait le plus dur lorsque Lawrence Shankland avait ouvert le score juste avant la pause. Mais Celtic a refusé d'abdiquer. Arne Engels a d'abord remis les deux équipes à égalité sur penalty après intervention de la VAR, relançant totalement une rencontre déjà sous haute tension.

Alors que le titre semblait encore pouvoir échapper aux Glaswégiens, Daizen Maeda a fait exploser Park-

head en inscrivant le but du 2-1 après une longue vérification vidéo. Puis, dans les toutes dernières secondes, Callum Osmand a traversé tout le terrain pour marquer dans un but vide et offrir un succès historique au Celtic.

Grâce à cette victoire, les hommes de Martin O'Neill remportent leur 14e championnat en 15 saisons, au terme d'une remontée spectaculaire après avoir longtemps été derrière Hearts au classement.

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

Premier League – 37e journée

Vers une fin en apothéose

La Premier League tire à sa fin et le mano à mano entre Arsenal et Manchester City pour le titre se poursuit. Les matchs s'enchaînent pour le dauphin, qui jouera ce mardi à l'extérieur face à AFC Bournemouth, tandis que lundi soir, Arsenal aura l'opportunité, à domicile face à Burnley F.C., de prendre une avance mathématique et surtout psychologique avant la dernière journée.



Ce lundi 18 mai, Arsenal disputera une dernière rencontre devant son public de l'Emirates Stadium pour clôturer une saison qui, jusqu'à preuve du contraire, restera mémorable pour le club, les joueurs et les supporters. Les Gunners conservent une avance de deux points en tête du classement avant ce rendez-vous et pourraient, en cas de victoire, accentuer cet écart en attendant la rencontre de mardi entre Bournemouth et Manchester City. Ainsi, en cas de défaite ou de match nul des Citizens, Arsenal pourrait déjà être sacré champion mardi soir.

David contre Goliath

Arsenal n'a donc pas droit à l'erreur avec la réception du relégué Burnley. Les Clarets n'ont pas fait long feu en Premier League avec une seule victoire lors de leurs 27 derniers matchs et représentent une faible opposition face aux Londoniens.

Arsenal n'a perdu qu'une seule de ses 20 dernières confrontations face à Burnley, en décembre 2020. Les Clarets n'ont marqué qu'à neuf reprises en 19 affrontements contre les Gunners, qui ont toujours dominé les équipes déjà reléguées. Les hommes de Mikel Arteta sont également invaincus lors de leurs 44 derniers matchs face à des équipes fraîchement promues. C'est dire l'ampleur de la tâche qui attend Burnley.

Gyokeres en forme

Mikel Arteta misera sans doute sur la grande forme de Viktor Gyökeres. Le Suédois s'est réveillé lors de la deuxième moitié de saison pour atteindre la barre des 14 buts, dont neuf inscrits à domicile.

Seuls trois autres attaquants ont marqué dix buts ou plus à domicile pour Arsenal lors de leur première

saison : Alexandre Lacazette, Olivier Giroud et Thierry Henry.

Le technicien espagnol pourra également compter sur un banc décisif ces derniers temps. Pas moins de 17 buts ont été inscrits cette saison par des joueurs entrés en cours de jeu.

Saison historique

Peu importe le résultat du match Arsenal-Burnley, Manchester City n'aura d'autre choix que de battre Bournemouth sur sa pelouse. Et c'est sans doute le pire moment pour affronter les Cherries.

Bournemouth disputera son dernier match de la saison à domicile et profitera de l'occasion pour rendre hommage à son entraîneur Andoni Iraola. L'Espagnol est annoncé sur le départ, mais avant cela, le club se trouve à un point d'un record historique en Premier League, de sa meilleure place jamais atteinte et peut encore rêver d'une qualification européenne la saison prochaine.

D'ailleurs, Iraola figure parmi les favoris pour être désigné manager de l'année en Angleterre, aux côtés de Pep Guardiola.

City obligé de gagner

Pep Guardiola a de quoi se faire du souci lorsqu'il sait que cette équipe de Bournemouth sera gonflée à bloc mardi soir. Manchester City doit absolument s'imposer pour espérer décrocher le titre lors de la dernière journée.

Et en ce moment, les Citizens enchaînent les matchs : rencontre en retard mercredi dernier, finale de la FA Cup ce week-end... C'est sans doute l'une des saisons les plus haletantes que Guardiola ait eu à gérer depuis ses duels avec l'ancien entraîneur de Liverpool F.C., Jürgen Klopp. Le technicien espagnol a d'ailleurs fait tourner son effectif ces derniers jours afin de garder des joueurs frais pour cette ligne droite finale décisive.

Aston Villa terrasse Liverpool et s'offre la Ligue des champions

Aston Villa F.C. a validé son billet pour la prochaine Ligue des champions après une brillante victoire 4-2 face à Liverpool dans un Villa Park en ébullition. Dans ce duel crucial pour une place dans le Top 5 de la Premier League, les hommes d'Unai

Emery ont livré une prestation pleine de caractère et d'efficacité, à quelques jours seulement de leur finale de Ligue Europa contre SC Freiburg.

Très entreprenants dès le coup d'envoi, les Villans ont rapidement imposé leur rythme face à des Reds en difficulté défensive. Après plusieurs alertes, Morgan Rogers a ouvert le score juste avant la pause grâce à une superbe frappe enroulée à la suite d'une combinaison sur corner à la 42e minute.

Liverpool a tenté de réagir au retour des vestiaires et Virgil van Dijk a remis les deux équipes à égalité d'une tête puissante sur un coup franc de Dominik Szoboszlai à la 52e minute. Mais l'espoir des hommes d'Arne Slot fut de courte durée.

Cette victoire historique permet à Aston Villa de retrouver la prestigieuse Ligue des champions et offre également à Unai Emery sa 600e victoire en carrière comme entraîneur. Le technicien espagnol rêve désormais d'ajouter un nouveau trophée européen à son impressionnant palmarès lors de la finale de Ligue Europa cette semaine.



Kavish Mohun : l'homme de l'ombre qui veut dompter les sommets du turf mauricien

À l'heure où le pays dort encore, lui est déjà debout. Pendant que les premières lumières tardent à apparaître au-dessus du Champ de Mars, Kavish Mohun traverse les routes silencieuses de Bois Rouge avec la même détermination depuis des années. À 4 heures du matin, le track rider de l'écurie Ruhee entame déjà sa journée, guidé par une passion qui ne l'a jamais quitté : les chevaux.

Dans le monde exigeant des courses hippiques, certains brillent sous les projecteurs. D'autres bâtissent leur destinée dans l'ombre, à force de sacrifices, de discipline et de persévérance. À 30 ans, Kavish Mohun appartient à cette seconde catégorie. Depuis 17 ans, il vit au rythme des galops matinaux, des journées d'entraînement et des rêves nourris en silence.

Ancien élève du Friendship College, marié et père d'un petit garçon, il avance avec humilité mais aussi avec une ambition bien ancrée : devenir un jour champion jockey et porter les couleurs mauriciennes au-delà des frontières. Admirateur du célèbre jockey australien Zac Purton, Kavish puise son inspiration dans le travail acharné et la rigueur quotidienne.



Aujourd'hui sous les couleurs de l'écurie Ruhee, il poursuit sa route avec calme, simplicité... et une foi immense en ses rêves.

« À l'écurie Ruhee, je sens une vraie famille »

Pour cette saison 2026, Kavish Mohun découvre un nouvel environnement sous les couleurs de l'écurie Ruhee. Et dès les premiers mots, le respect et la gratitude dominent son discours.

« Je suis très heureux de faire partie de cette équipe. Il y a une très bonne ambiance au sein du yard et un véritable esprit familial. Je remercie aussi M. Vicky Ruhee, qui est une personne au grand cœur et quelqu'un de très humain. »

Derrière ses paroles sobres, on sent un homme reconnaissant de pouvoir continuer à vivre sa passion dans un environnement où l'humain garde toute son importance.

« Mon rêve reste de devenir champion jockey »

Dans le regard de Kavish Mohun, les rêves n'ont jamais disparu. Même après des années de sacrifices, la flamme brûle toujours. « Mon objectif principal est de devenir un meilleur jockey et de remporter un maximum de courses. Je veux progresser chaque jour et saisir toutes les opportunités qui se présenter-

ont. »

Mais derrière cet objectif immédiat se cache une ambition plus grande encore. « J'aimerais un jour monter à l'étranger. Et si l'occasion se présente à Maurice, remporter le championnat des jockeys serait quelque chose d'énorme pour moi. » Une ambition portée sans arrogance, mais avec la patience de ceux qui savent que les grandes victoires se construisent dans la durée.

Le Champ de Mars comme deuxième maison

Pour Kavish Mohun, les journées de course restent des instants à part. Des émotions impossibles à décrire totalement. « Les sensations lors des journées de courses sont indescriptibles. Ce sont des moments uniques. »

Mais avant les applaudissements et l'adrénaline des compétitions, il y a surtout le travail de l'ombre. Celui des entraînements matinaux, du suivi méticuleux des chevaux et des heures passées à observer chaque détail. « Il faut surveiller attentivement chaque cheval, vérifier leur condition et assurer un suivi constant. La préparation quotidienne joue un rôle essentiel dans leur progression. »

Dans sa voix, on comprend rapidement que pour lui, les chevaux ne sont pas

seulement des athlètes. Ils sont aussi des partenaires qu'il faut comprendre, respecter et accompagner.

« Warhead peut faire parler de lui cette saison »

Parmi les chevaux qu'il côtoie actuellement à l'entraînement, un nom revient avec insistance : Warhead. « Il m'a beaucoup impressionné cette saison. Les turfistes devraient vraiment suivre ce cheval avec attention. » Une déclaration qui risque d'attirer l'attention des passionnés du Champ de Mars, toujours à la recherche du prochain grand nom des courses mauriciennes.

Une discipline de fer loin des projecteurs

Dans le monde hippique, le talent seul ne suffit jamais. La discipline physique et mentale reste une obligation permanente. Pour garder la forme, Kavish Mohun mise sur une routine simple mais exigeante. « Je fais régulièrement du jogging et de la natation afin de maintenir une bonne condition physique et un bon équilibre mental. »

Car derrière les sourires des jours de victoire, les jockeys et track riders vivent souvent sous pression, avec des sacrifices constants et un rythme de vie particulièrement exigeant.

« Ma famille est ma plus grande force »

S'il continue à avancer malgré les difficultés, Kavish Mohun sait exactement à qui il le doit. « Mon père et mon épouse ont toujours été là pour moi. Leur soutien m'aide énormément. »

En dehors des chevaux et du Champ de Mars, il se décrit comme une personne simple, attachée aux valeurs humaines. « Je pense être quelqu'un de gentil, humble et toujours prêt à aider les autres. Mon temps libre, je le consacre surtout à ma famille. » Des paroles qui traduisent parfaitement le caractère discret du jeune homme.

Football, Manchester United... et un pronostic pour l'Europe

Même si les courses occupent une immense place dans sa vie, Kavish Mohun garde une autre passion sportive : le football. Supporter fidèle de Manchester United, il suit également avec attention l'actualité européenne. Et pour la finale de la Ligue des Champions, son choix est déjà fait : « Je vois le PSG aller jusqu'au bout cette saison. »

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026

3e journée : Cumbre Vieja intouchable, Gujadhur impérial, Danielson au sommet de son art

Le Champ de Mars a retrouvé ses plus belles couleurs ce samedi lors de la troisième journée de compétition de la saison 2026. Entre la domination sans partage de Cumbre Vieja dans la première manche du Championnat des 4 ans, le spectaculaire trois sur trois de l'écurie Ramapatee Gujadhur associé à Raymond Danielson, ainsi que le réveil très attendu de l'écurie Aqua Stallions avec un doublé éclatant, les turfistes ont assisté à une réunion de très haut niveau, riche en émotions et en performances de prestige.

Cumbre Vieja confirme son statut de crack

Tous les regards étaient braqués sur The Aqua Springs Derby Trial (Groupe 3), disputé sur 1400 mètres et considéré comme la première étape majeure du Championnat des 4 ans. Et une nouvelle fois, Cumbre Vieja a répondu présent. Déjà sacré cheval de l'année 2025, le champion de l'écurie Paul Foo Kune a conservé son invincibilité en signant une septième victoire consécutive sous la selle d'Ivaldo Santana. Une démonstration de courage et de maîtrise qui confirme davantage son immense potentiel.

Après un train sélectif imprimé par Daring Dash, Cumbre Vieja a longtemps patienté dans le sillage du meneur avant de produire son effort décisif dans la ligne droite finale. Havana Moon a tenté de venir lui contester la victoire, mais Santana est resté particulièrement calme avant de solliciter son partenaire au bon moment. Combatif jusqu'au bout, le crack alezan a résisté à toutes les attaques pour s'imposer en 1m22.48s.

Havana Moon a pris une excellente deuxième place devant Brave Bomber, alors que Bacchus a complété l'arrivée. Daring Dash, auteur d'un gros travail en tête, a logiquement plafonné dans les derniers mètres. L'entourage du champion vise désormais clairement les prochaines étapes du championnat avec, dans toutes les conversations, un objectif devenu de plus en plus crédible



: le prestigieux Triple Crown.

Gujadhur-Danielson : le tandem qui fait peur



La journée a également été marquée par la réussite insolente de l'écurie Ramapatee Gujadhur et de Raymond Danielson. Avec seulement trois partants au programme, le tandem a signé un impressionnant carton plein.

Le festival a débuté dès la première course avec Ashikule. Bien placé derrière le leader Stepping Out, le favori est passé à l'offensive

aux 400 mètres avant de repousser le retour d'Exalted Love pour l'emporter courageusement en 1m22.77s. Spirito Selvaggio a terminé troisième devant Lunar Descent.



Quelques courses plus tard, Courtly effectuait une rentrée particulièrement attendue. Rapidement propulsé aux avant-postes par Danielson, l'alezan a contrôlé les opérations avant d'accélérer progressivement pour s'imposer avec une grande autorité en 1m30.05s. Sound Of The Sea a encore dû se contenter de la deuxième place, tandis que Master Of Mystery a laissé une très belle impression.

Mais le moment fort du trio victorieux est probablement venu grâce à Zil Moris dans la septième course. Alors que Xavion semblait avoir fait le plus dur après avoir pris le "first run", Raymond Danielson a fait parler toute son



DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026



expérience. Temporisant parfaitement son attaque, le jockey sud-africain est venu ajuster son rival sur le poteau dans un final spectaculaire. Captain Lannister et Formagear ont complété l'arrivée.

Avec déjà sept victoires au compteur cette saison, Danielson confirme plus que jamais son statut de prétendant sérieux au championnat des jockeys.

Aqua Stallions débloque enfin son compteur

Après un début de saison compliqué, l'écurie Aqua Stallions de Shirish Narang a enfin trouvé l'ouverture avec un doublé particulièrement prometteur. Le premier succès est venu grâce à Secret Oasis dans la cinquième course. Très convaincant lors de sa précédente sortie derrière Cumbre Vieja, le pensionnaire de l'établissement a confirmé tous les espoirs placés en lui. Monté avec beaucoup de sang-froid par Cody Collis, Secret Oasis a contrôlé l'épreuve de bout en bout avant de repousser les attaques de Bugalugs pour s'imposer en



1m30.17s.

Puis dans la dernière course, le vétérinaire High Key a offert une première victoire mémorable au jockey mauricien Ashvin Mudhoo, basé en Nouvelle-Zélande. Âgé de dix ans, High Key a fait parler toute son expérience pour venir dominer Master Point

dans les derniers mètres grâce à une superbe accélération côté corde.

Secret Passage et Bounceback impressionnent

Dans la deuxième course, le nouveau Secret Passage a laissé une impression particulièrement favorable. Le représentant de l'écurie

Rameshwar Gujadhur, très remarqué à l'entraînement ces dernières semaines, a confirmé tout son potentiel sous la selle de Donovan Mansour en dominant Unsong Hero grâce à une belle pointe de vitesse finale.

De son côté, Bounceback est devenu le premier cheval de la saison à signer un doublé de victoires. Patienté par Grant Van Niekerk, le pensionnaire de Jevin Awotar est venu ajuster Rich Folks Hoax dans les derniers mètres après une lutte intense et spectaculaire.

Une saison désormais totalement lancée

Cette troisième journée restera incontestablement comme l'un des premiers grands tournants de la saison 2026 au Champ de Mars. Entre l'invincibilité impressionnante de Cumbre Vieja, le réalisme clinique affiché par l'écurie Gujadhur et Raymond Danielson, ainsi que le réveil prometteur d'Aqua Stallions, le public a assisté à un spectacle digne des grandes heures du turf mauricien.





GREENCITY

INVEST SMART. GROW BIGGER!

*Own a premium **office space***



Ebene



5982 3939

DIMANCHE 17 AU 23 MAI 2026



*As from
Rs 5 M*

Discover Modern Living *Redefined*

- ✓ Prime Location
- ✓ Premium finishes
- ✓ Stunning Views

Own your *dream*
home today



5982 3939